

**Alingete, les médias
on n'en fait pas des amis**

Article de la page 6 à la page 9.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1636 | MERCREDI 14 MAI 2025 | 20 PAGES €7 \$8

Matata

**La Haute Cour
va dire le droit**



Lire page 2.

**George Forrest sort
son livre à Kinshasa**

Lire page 3.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Matata, la Haute Cour va dire le droit

Des mots mal repris à l'heure des réseaux sociaux prononcés lors d'une séance du procès Matata Ponyo Mapon à la Cour constitutionnelle par le procureur général près cette Cour - ministère public - ont conduit à la dénonciation par un élu dans une plénière de l'Assemblée nationale faisant monter la pression entre cette chambre parlementaire et la Haute Cour. Il faut le dire d'entrée de jeu. Le procureur général près la Cour constitutionnelle John-Prospère Moke Mayele avait été mal paraphrasé par le député. Lors de cette audience publique, le procureur général avait parlé d'«une soi-disante décision de l'Assemblée nationale», non d'«une soi-disante Assemblée nationale», ce qui avait mis le député en colère.

Le procureur général avait raison. Lors de sa prise de parole, ni le président de la Cour constitutionnelle Dieudonné Kamuleta Badibanga, ni le procureur général près cette cour John-Prospère Moke Mayele n'avaient eu écho d'une décision de l'Assemblée nationale qui n'a jamais existé, ni reçu une correspondance du président de cette chambre. Tout était parti de cette mauvaise reprise d'une phrase prononcée par le procureur général. Certes, une initiative pro-Matata avait été signée par une cinquantaine de députés et présentée à une plénière. Certes, le président de l'Assemblée nationale Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi avait plus tard adressé une correspondance au président de la Cour constitutionnelle mais le texte de Vital Kamerhe portait sur la forme - les immunités d'un député - non sur le fond.



À g., Dieudonné Kamuleta Badibanga, à dr., Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi. DR.

Des moyens mille fois ressautés par Me Raphaël Nyabirungu Mwenze Songa, Professeur Émérite, Doyen Honoraire de la Faculté de Droit de l'Université de Kinshasa, Avocat près la Cour de Cassation et le Conseil d'État, chef du team du groupe d'avocats de l'ancien premier ministre. Ce Professeur Émérite avait fait valoir non seulement les immunités d'un député présentées comme « un verrou constitutionnel incontournable » par le président de l'Assemblée nationale mais surtout avait - avec ahurissement - soutenu qu'aucune cour au Congo n'avait pouvoir de juger un ancien Premier ministre, mieux, peut-être, l'ancien premier ministre, le très puissant Augustin Matata Ponyo Mapon (28 avril 2012-20 décembre 2016) du président Joseph Kabila Kabange.

L'ARTICLE 107.

Le législateur congolais avait-il imaginé qu'il existait un homme sur terre qui ne serait jamais poursuivi par aucune cour congolaise ? Même si une telle présentation - une telle thèse, une telle défense - pour un avocat, n'est jamais gratuite et qu'elle se paie cash, et vaut, souvent, plusieurs millions de \$US quand le client pèse lourd comme c'est le cas en l'espèce, et même si l'avocat par principe n'est jamais payé pour dire la vérité, pour ses convictions mais pour soutenir par le verbe (la verve) sa partie - son client - que l'histoire, à la Vérité quand ail-

leurs - en France, aux États-Unis, en Corée (du Sud), etc., - des Dirigeants (en place ou ex), sont déferés devant des tribunaux, entendus, condamnés ou lavés, etc., le législateur congolais aurait-il été si plaisantin pour fabriquer « l'homme libre éternel » et quoi qu'il en coûte ? Il faut être clair. Dans sa correspondance datée du 25 avril 2025 (n°419/RDC/AN/CAB/PR/VK/jkl/2025), adressée au président de la Cour constitutionnelle, le président de l'Assemblée nationale ne s'était jamais opposé à la poursuite du député Matata devant la Cour constitutionnelle et, donc, à la levée de ses immunités par la chambre basse. Il avait rappelé l'article 107 de la Constitution de la République sur les immunités et les incompatibilités. À savoir, « aucun parlementaire ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé en raison des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions. Aucun parlementaire ne peut, en cours de sessions, être poursuivi ou arrêté, sauf en cas de flagrant délit, qu'avec l'autorisation de l'Assemblée nationale ou du Sénat selon le cas. En dehors de sessions, aucun parlementaire ne peut être arrêté qu'avec l'autorisation du Bureau de l'Assemblée nationale ou du Bureau du Sénat, sauf en cas de flagrant délit, de poursuites autorisées ou de condamnation définitive. La détention ou la poursuite d'un parlementaire

est suspendue si la Chambre dont il est membre le requiert. La suspension ne peut excéder la durée de la session en cours ». Puis, poursuit le président de la chambre basse : « Sans vouloir entraver le bon fonctionnement de la justice, et en adhérant pleinement à la nécessité de lutter contre l'impunité dans le respect de l'article 151 de la Constitution (« le pouvoir exécutif ne peut donner d'injonction au juge dans l'exercice de sa juridiction, ni statuer sur les différends, ni entraver le cours de la justice, ni s'opposer à l'exécution d'une décision de justice. Le pouvoir législatif ne peut ni statuer sur des différends juridictionnels, ni modifier une décision de justice, ni s'opposer à son exécution. Toute loi dont l'objectif est manifestement de fournir une solution à un procès en cours est nulle et de nul effet », ndlr), il ressort des débats engagés au cours de la plénière de l'Assemblée nationale tenue en date du 17 avril 2025, que l'Honorable Matata Ponyo Augustin est poursuivi et jugé sans que ses immunités n'aient été préalablement levées. Ainsi, je vous prie de bien vouloir constater l'existence de ce préalable, verrou constitutionnel incontournable, et demander à l'organe de poursuite près votre juridiction, qui me lit en copie, de se plier à cet impératif, garantie de l'inviolabilité des représentants du peuple ». Le Sénat - la chambre haute - avait sous Modeste Bahati

Lukwebo levé les immunités de l'ancien premier ministre alors sénateur. Sur le principe, et, à nouveau, Kamerhe ne s'était limité qu'à s'interroger sur la forme. Dans sa réponse datée du 2 mai 2025 (n°315/CC/CAB-PRES/DKB/02/04/205 datée du 25 avril 2025), le président de la Haute Cour donne lecture de l'art. 107 invoqué par le président de la Chambre basse. « L'emploi des termes « poursuivi » et « arrêté » dans le contexte de la procédure pénale renvoie à la phase d'instruction préjuridictionnelle. Autrement dit, cette disposition s'applique au cas où le député aurait commis une infraction et où le ministère public envisage d'engager des poursuites à son encontre ou de procéder à son arrestation. Or, tel n'est pas le cas, en l'espèce (la cause) concernée est déjà traduite devant une juridiction de jugement. (Le juge) des poursuites s'est déjà dessaisi du fait de la requête aux (fins) d'audience. Nous sommes actuellement dans la phase (qui n'est pas celle) des poursuites initiales. Dès lors, la question qui se pose désormais est celle de savoir par quel mécanisme juridique une juridiction de jugement pourrait demander à l'organe des poursuites d'accomplir une formalité en l'occurrence, l'autorisation prévue à l'article 107 ci-haut énoncé, qui relève exclusivement de la phase d'instruction préjuridictionnelle ». Puis, le président de la Haute Cour,

de « rappeler que ce dossier est pendant à la Cour constitutionnelle depuis 2022. L'intéressé y a comparu à plusieurs reprises, en personne et par l'intermédiaire de ses avocats. Lors de l'audience du 14 avril 2025, comparant personnellement, il a soulevé plusieurs exceptions que la Cour a décidé de joindre au fond et il est de notoriété que le juge n'a que le jugement (arrêt) comme moyen pour répondre à une question de droit lui posée ».

L'INFAMIE.

Puis : « À ce stade, la Cour constitutionnelle, ayant déjà pris l'affaire en délibéré, est appelée à se prononcer sur toutes les questions de procédure et de fond soulevées dans le cadre de cette instance, y compris celles évoquées dans votre correspondance. En tant que Président, il ne m'appartient pas de me prononcer sur ces points tant que la Cour ne s'est pas expressément déterminée. Le respect de l'article 151 de la Constitution impose que les juridictions se prononcent librement sur les affaires dont elles sont saisies, sans interférence, ni entrave ». Clair comme l'eau de roche : quand une affaire est portée devant un juge, et que des exceptions sur la forme sont faites, celles-ci sont jointes au fond et généralement vidées lors du prononcé. Après une première comparution le 14 avril devant la Cour constitutionnelle, Matata a séché les audiences, y voyant un procès politique,

invoquant ses immunités parlementaires. Malgré son absence, le procès s'est poursuivi : le 23 avril, le prévenu a été jugé par la Haute Cour et par défaut. Le Procureur général a requis 20 ans de servitude pénale outre 10 ans d'inéligibilité. La cause prise en délibéré, le jugement attendu ce mercredi 14 mai 2025. Reste et restera dans tous les cas de figure « l'infamie » que rapporte le Professeur pénaliste Sam Bokolombe Batuli. « On est nommé Premier ministre pour servir la République au mieux des intérêts du peuple mais pas pour détourner les deniers publics pour le bien exclusif de sa province, de son terroir ou de sa fratrie. Au delà de la brute délinquance, c'est de la confusion morale, sinon carrément de la dissolution morale. (...) Celui qui tue, par pitié ou par amour, est autant puni que celui qui vole ou détourne pour investir dans son terroir pour le bien des siens. Il faut mettre fin à cette tendance insidieuse d'inventer une cause de justification pénale en matière de détournement de deniers publics par effet corporatiste. Au plan axiologique, le détournement de deniers publics est une atteinte à l'ordre public. Il doit être condamné dans l'absolu par impératif moral catégorique. L'acte de détournement est objectivement gravissime et ne saurait bénéficier d'aucune cause de justification ou d'exonération pénale quelconque. (...) L'auteur d'un détournement doit être couvert d'infamie, d'opprobre, d'indignité, et non applaudi et célébré tel un héros dans un quelconque aéroport ou dans l'opinion ». L'affaire Matata porte sur le détournement de fonds publics. Au total sur 287.050.817,91 \$US (deux cents quatre-vingt-sept millions de \$US) décaissés et liquidés par le Trésor public et le FPI, Fonds de Promotion de l'Industrie, quasiment introuvables. **ALUNGA MBUWA** ■

Le milliardaire congolais blanc George Forrest sort son livre à Kinshasa



Le milliardaire blanc congolais George Arthur Forrest. DR.

Il est présenté à l'étranger tantôt comme «vice-roi du Katanga» (par ses adversaires, le quotidien français *Le Monde*, 26 mars 2008), tantôt comme «le Congolais blanc» (le quotidien français *Le Figaro*, 21 mars 2025).

Congolais de naissance - venu au monde en 1940 à Lubumbashi, Haut-Katanga - mais belge de nationalité, George Arthur Forrest a bâti au Congo un empire industriel et minier hérité de ses parents. Il parle la langue Swahili comme nul Katangais, vit au Katanga comme Katangais, une place dans la grande ville de Lubumbashi porte le nom en guise de reconnaissance, mais il a aussi ses terres dans le riche Lualaba. Malgré l'arrivée massive des Chinois, George Arthur Forrest est au Katanga et y reste. Il se présente

comme « le dernier des Mohicans », avait-il dit au Monde avec une pointe de fierté. Et *Le Monde* de le confirmer assurant que le milliardaire congolais blanc est issu d'« une race en voie de disparition dans une Afrique de plus en plus convoitée par les Chinois : celle des Blancs qui s'accrochent à un continent noir qui les a vus naître et où ils ont bâti des fortunes ».

VERNISSAGE DE L'OUVRAGE. Celui qui se présente comme « le premier investisseur et le premier employeur privé au Congo » vient de publier un livre *L'Afrique peut nourrir le monde* (Paris VIème, XVème arrondissements, 18,50 €) dans lequel l'industriel (mines, agriculture, bétail, etc.) fort de ses 50.000 têtes de bétail, met en lumière les blocages structurels qui empêchent l'essor agricole africain : absence d'infrastructures,

faiblesse des investissements, corruption et ultradépendance, historique aux importations. Visionnaire, fort d'une très longue expérience de terrain, il milite pour une Afrique fière de ses richesses. Dans *L'Afrique peut nourrir le monde*, Forrest estime que le continent africain dispose de tous les atouts de son indépendance agricole. L'ouvrage va être présenté mercredi 14 mai 2025, à 18:00', à l'hôtel Fleuve Congo, commune de La Gombe, à Kinshasa, en présence du Président de la République, Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. La présentation de l'ouvrage sera faite par Elhadj Abdoul Hamidou Sall, auteur, écrivain sénégalais et conseiller spécial de George Arthur Forrest. Avant le baptême de son livre par le Président de la République, George Arthur Forrest prévoit une allocution. S'en suivra un cocktail. **ALUNGA MBUWA** ■

À Kampala, Kamerhe porte la réplique



Le Président de l'Assemblée nationale Kamerhe lors de son mot à Kampala. DR.

Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi est à l'aise quand il parle du Congo où qu'il se trouve, dans le pays ou à l'étranger, de l'histoire de ce Congo, énorme puissance économique naturelle par son potentiel (démographie, terres rares, terres arables, eaux, etc.), de son rôle dans l'espace sous-régional qu'il maîtrise sans s'empêcher de faire quelques tours hors du continent dont il connaît aussi l'histoire de certaines contrées.

À Kampala, en Ouganda, pays lié au Rwanda par l'histoire dont les armées ont conduit à la guerre des Banyamulenge en 1996 qui a poussé Mobutu à quitter le pouvoir, en pressant le chemin de l'exil où il est mort trois mois plus tard, guerre répétée sous Kabila père qui a fini par être assassiné,

l'Ouganda avec qui le Congo entretient depuis des liens de suspicion en évitant de faire un mélange des genres avec le Rwanda avec sa guerre permanente faisant des millions de morts côté congolais, puisque des visites diplomatiques ont régulièrement lieu, le président de l'Assemblée nationale arrivé le 8 mai, a fait entendre sa vision lors d'une rencontre avec le président ougandais Yoweri Kaguta Museveni auprès de qui il était porteur d'un message spécial de son homologue congolais Félix Tshisekedi comme devant la Conférence interparlementaire africaine à laquelle il prenait part avec quatre députés congolais de sa suite dont Lambert Mende Omalanga.

«EXTRAVERSION DANGEREUSE». «Pour le moment et pour tranquilliser tout le monde y compris nos voisins du Rwanda, nous sommes en pleines négociations, en plein processus de

rétablissement de nos relations diplomatiques, de coopération et de cohabitation pacifique (négociations de paix Kinshasa-Kigali-Washington, ndlr). Malheureusement, les Africains attendent toujours que ce soit les Occidentaux qui viennent nous mettre ensemble. Voilà encore une autre forme d'extraversion dangereuse», a donné comme leçon le président de la chambre basse congolaise devant ses pairs députés à cette IIIème Conférence Interparlementaire Africaine qui portait sur les défis mondiaux émergents. Vital Kamerhe a appelé ses collègues africains à cultiver une confiance mutuelle entre pays africains en évitant qu'un pays d'Afrique soit utilisé par une puissance étrangère pour déstabiliser un autre pays d'Afrique, voisin ou pas. Il a appelé le Congo « qui est un sous-continent (à avoir) avec tous ses voisins effectivement une vision, une prospérité

partagée. L'Afrique Centrale, l'Afrique Australe, l'Afrique Subsaharienne et l'Afrique de l'Est se porteront mieux et nous allons tous gagner. Puisque nous sommes (le Congo, ndlr) plus de 110 millions d'habitants, 2.345.407 km2, nous avons plus de 120 millions d'hectares de terre, 53% de toutes les eaux douces d'Afrique, qu'est-ce qu'on ne peut pas faire au lieu de nous faire la guerre éternellement», a-t-il poursuivi. Puis : « Nous n'allons pas, nous (Congo, ndlr) nous prévaloir de nos propres turpitudes. Nous sommes conscients qu'il faut rétablir les attributions régaliennes de l'État, l'armée professionnelle, la police, la justice, l'administration et une bonne politique des affaires internationales (étrangères). Donc, en Afrique, nous devons baser toutes ces réflexions sur l'amour, la justice, la vérité et la solidarité».

D. DADEI ■

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great », maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benjamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur le Groenland

aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assentit-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Jules Alingete Key est parti

De quoi est-il tombé? Le 4 mars 2025, sur instruction du Président de la République, devant tous les mandataires publics du pays réunis dans la grande salle de congrès du Palais de la Nation, siège de la Présidence de la République, Jules Alingete Key est remplacé avec puissance sur son piédestal avec sa patrouille financière. Deux mois plus tard, le 7 mai,

une ordonnance présidentielle lue à la télévision nationale RtnC par la porte-parole du Président de la République Tina Salama, surprend tout le monde. Christophe Bitasimwa Bahii est le nouveau patron de l'IGF, Alingete est mis à la retraite. Ces derniers mois, celui que des influenceurs avaient surnommé Alligator n'avait plus le cœur à l'ouvrage. À certains de ses proches qui le citaient comme ministre, il expliquait qu'il ne saurait prendre ce risque. Beaucoup de ses victimes ayant rempli les travées de l'Assemblée nationale avaient le doigt sur la gâchette. Chaque jour qui passait, faisant savoir les dangers qui le guettaient, il expliquait que « les temps sont trop durs », annonçait vouloir s'en aller « un de ces quatre matins et se concentrer à autre chose ». Mais de quoi Alingete est tombé ? Une question hante les salons climatisés de la capitale congolaise : est-il tombé dans un piège tendu par ses ennemis ? S'est-il trop mêlé de politique ? A-t-il trop communiqué ? Était-il trop proche des influenceurs ? Nul ne le saura jamais rien. Mais cette dernière question a du sens.

Les médias on en fait pas des amis

Certes, s'il a été viré de l'Inspection Générale des Finances - et cela arrive à tout homme public - le Président de la République ne l'a nullement jeté en pâture. Dans une ordonnance lue à la télévision après celle de son limogeage, l'ancien Inspecteur Général des Finances - Chef de Service est reconnu pour des bons et loyaux services rendus à la Nation pendant trente-sept ans dont les cinq derniers comme Chef de service à l'IGF. Il a été mis à la retraite et admis à l'éméritat.



Nommé IGF-CS le 1er juillet 2020, il quitte son poste le 7 mai 2025. DR.

paraît dans les médias, a été mise sur Internet, est celle du Soft International (n°1497 daté lundi 31 août 2020). L'homme était si inconnu que son nom mis à la une n'aurait renvoyé à rien, n'aurait rien dit à personne. Le titre en couverture du «Soft International» se résumera en une interpellation : « Qui est-il? ». Depuis, qui ne connaît ne serait pas de ce monde.

Lire «Alingete Key, l'homme marqueur», Une Histoire du Congo, Tryphon Kin-kiey Mulumba. À paraître.

Avant sa nomination, personne ne connaissait Jules Alingete Key. Ni au Congo, ni à l'étranger.

Aucune image de lui n'existait, ne circulait nulle part sur la Toile. Aucun texte de presse ne lui avait jamais été consacré. Rien sur

La première photo de Jules Alingete Key qui

(suite en page 7).

Il n'a pas été donné aux chiens



S'il s'est révélé être un homme de fer, Jules Alingete Key avait toujours confié à ses proches que sa sécurité était menacée. DR.

(suite de la page 6).

Wikipédia n'avait pu faire allusion à cet homme. Pas la moindre référence nulle part. Celui qui deviendra un an plus tard le superman des Finances au Congo fut à son arrivée sur le toit de l'IGF un homme sans histoire.

Depuis, l'Histoire est autre.

Certes, le Zaïre de Mobutu connut un Léon Kengo wa Dondo, un PGR qui sema la panique sinon la terreur dans le pays, alla jusqu'à jeter en prison l'une des icônes de la musique zaïroise, François Luambo Lua Ndjo Makiadi alias Franco accusé d'avoir composé «une chanson obscène». Mais, jamais ce Procureur Général de la République nommé trois fois Premier ministre par Mobutu, élu à la surprise générale président du Sénat - la Chambre haute du Parlement - sous Joseph Kabila avant de prendre sa retraite, n'avait atteint le toit de la popularité, de la reconnaissance générale et de la considération où s'est juché Jules Alingete Key.

Jamais un Haut fonctionnaire de l'État congolais n'avait autant fait parler de lui, au pays et à l'étranger, comme cet Inspecteur Général des Finances-Chef de Service.

Il avait fallu qu'en mars 2019, Félix-Antoine Tshi-

sekedi Tshilombo tout juste proclamé et investi à la tête du pays le reçoive en interview d'embauche, amené par l'un de ses amis à la cité de l'Union Africaine qui abrite alors les bureaux du Président de la République, et, soucieux d'en savoir plus sur le « système de coulage des recettes publiques » qui faisait perdre jusqu'à 10 milliards de \$US par an au Trésor public, selon nombre de sources, tente le jeu en faisant revenir cet homme à ses premières amours, pour que ce ressortissant du Grand Bandundu, de la province de Mai-Ndombe, se dévoile en superstar, en superman, en super gendarme des Finances publiques.

Certes, Alingete avait déjà des références solides.

Sciences Éco, condisciple à l'Université de Kinshasa de « l'homme du leadership et de la bonne gouvernance », l'ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo Mapon qu'il assure « connaître parfaitement »; coordonnateur de cabinet à la Ville de Kinshasa sous Théophile Mbemba Fundu di Luyindu comme sous Christophe Muzungu Kabemba aujourd'hui ambassadeur à Brazzaville; commissaire aux Comptes à la société de production et de distribution d'eau Régideso; conseiller Climat des affaires à la Primature sous deux premiers ministres; l'un des tout premiers directeurs de la DGRK, la

Direction Générale des Recettes de Kinshasa; Directeur de cabinet adjoint de la ministre de l'Économie Acacias Bandubola Mbongo; et, surtout, l'IGF. Déjà !

Quand on parle Finances et Économie, il n'éprouve aucun complexe.

Il décline thèses et anti-thèses comme une machine à écrire. Il maîtrise tout à la perfection.

Impressionnant.

L'IGF, l'Inspection Générale des Finances, il connaît. Il y avait fait ses premières armes.

Il y est recruté le 7 janvier, l'année d'après sa licence en Économie obtenue en 1988. Sa cote à ce concours en dit long : sixième nom cité sur une liste de cinquante recrues quand une foule de candidats frappe aux portes.

Promu Inspecteur principal en 2010, dix ans plus tard, en 2020, il est Inspecteur Général des Finances.

Lorsqu'un homme a dans le passé expérimenté un service et qu'il y retourne quelques années plus tard à une fonction supérieure, les résultats ont souvent été positifs : il est celui qui connaît les failles de ce service, celui qui s'assigne la tâche de trouver les réponses, de régler les problèmes... C'est là, sans nul

doute, qu'il faut aller trouver l'explication de l'explosion des années Félix Tshisekedi d'un grand service de l'État congolais en pleine transmutation. La révélation.

Comment faire des avancées dans la traque, dans la filature des chemins de coulage, dans le pillage des richesses du pays ? Comment travailler avec efficacité à ramener au Compte Général du Trésor Public le plus de ressources afin que le pays mène des bonnes politiques (relance économique, reconstruction des infrastructures économiques, sociales, accès à l'eau potable, à l'électricité, aux services de santé, etc.), afin que l'image du pays se redresse quand les cinq ans de mandat de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo c'est certes beaucoup et, en même temps, peu ? Comment faire pour que ce qui n'a pu être fait hier, le soit aujourd'hui, sans attendre, alors qu'imperturbablement le mandat de cinq ans court à sa fin et qu'il y a un bilan à dresser ? Le diagnostic de Alingete est clair comme l'eau de roche. « Si nous ne prenons pas garde aujourd'hui et maintenant, dans dix ans au plus tard, l'IGF n'existera plus. Ce service disparaîtra à coup sûr des radars ».

Si, sur papier, l'ordonnance de Mobutu (n°87-323 datée du 15 septembre 1987) portant création de l'Inspection

Générale des Finances, seul texte en vigueur et jamais revu depuis, l'a été pour fonctionner avec 200 inspecteurs des Finances, en 2020 quand Alingete prend le pouvoir, le 7 juillet, ce service ne dispose pas de 70 inspecteurs, la majorité d'entre eux ont choisi d'aller voir ailleurs ou se trouve en détachement plus motivant.

L'urgence consiste à travailler pour faire ressusciter un service autrefois corps de l'élite financière du pays, en lui redonnant ses lettres de noblesse d'antan. Mission reçue du Président de la République.

De là, l'appel à candidatures lancé, sans attendre, le 22 juillet 2020, dans les deux semaines qui suivent sa prise de fonction : un concours de recrutement des jeunes inspecteurs des Finances.

Le Gendarme veut rajeunir ce service, renforcer ses «forces spéciales» comme il nomme ses brigades en charge d'œuvrer en faveur de la restauration de la bonne gouvernance attendue des gestionnaires des finances et biens publics.

Cette première épreuve se déroule du 10 au 20 août 2020. Depuis, il y en a eu d'autres. Les résultats n'attendent pas. Les premières prises tombent. Elles dé-

(suite en page 8).

Cette IGF qu'il connaissait

(suite de la page 7).

tonnent. Petit florilège.

► Premier dossier : fonds Covid-19. Sur 6 millions de \$US mobilisés par le Gouvernement, 2 millions de \$US manquent à l'appel, révèlent les Inspecteurs de l'IGF. Soit 30% du financement total ont pris une destination inconnue. Un ministre suspecté et pas n'importe lequel, le ministre de la Santé, Eteni Longondo, un membre du parti présidentiel UDPS à l'époque en charge des finances du parti. Il est écroué le 27 août 2021.

► Deuxième dossier : les exonérations. Nul doute pour Alingete : il y a là « un mode savamment imaginé de détournement des dépenses publiques », mis en place par les autorités gouvernementales sous le régime Kabila. Au total, plus de 1.500 cas d'exonérations identifiés, un manque à gagner de plus de 2 milliards de \$US. Un ministre suspecté et pas n'importe lequel, celui des Finances, membre de l'encore puissant ex-parti présidentiel PPRD, José Selé Yalaghuli, membre du Gouvernement de coalition-cohabitation.

► Troisième dossier : les compensations des recettes publiques via « des créances farfelues ». Un ministre suspecté et pas n'importe lequel, le même ministre des Finances José Selé Yalaghuli.

Jules Alingete Key jure : face au système de pillage et de coulage des Finances publiques mis en place par les hauts fonctionnaires, l'IGF ne restera jamais sans réaction, « face à qui que ce soit ».

► Quatrième dossier : le parc agro-industriel de Bukanga Lonzo. Si le très puissant ex-Premier ministre Augustin Matata Ponyo Mapon également ancien ministre des Finances, avait voulu se faire blanchir en faisant appel à l'IGF à plonger dans sa gestion, il s'en est pris les pieds dans le tapis. L'IGF dévoile Bukanga Lonzo Gate : sur les 285 millions de US\$ décaissés par le Trésor public, l'IGF ne retrace



La première photo de l'IGF-CS Jules Alingete Key parue dans les médias et passée dans l'Histoire. DR.

que 80 millions de US\$. Plus de 200 millions de \$US «partis en fumée». Sur les réseaux sociaux et dans les médias, vidéos virales et témoignages affluent.

À l'issue de ses missions d'enquête sur la convention de collaboration d'avril 2008 entre le Congo et un groupement d'entreprises chinoises, le constat de l'IGF est alarmant : sur des revenus évalués à 10 milliards de \$US dans l'exploitation de la Sicomines, l'État congolais n'a bénéficié que de 800 millions. Signé en 2008, cette convention appelée communément «contrat chinois» visait à mettre à la disposition d'un consortium d'entreprises chinoises des gisements miniers évalués à 90 milliards de \$US et, en contrepartie, ce consortium s'était

engagé à construire des infrastructures de base pour l'État congolais. Plusieurs années après la signature de ce contrat, pour l'IGF, cette convention n'a pas profité à la partie congolaise. Les infrastructures promises dans ce partenariat n'existent pas.

Faisant suite à ce rapport, l'Inspection Générale des Finances réclame de la Sicomines la renégociation de la Convention en vue de réajuster ou de rééquilibrer les obligations et les gains de deux parties et les faire correspondre aux valeurs des apports respectifs, la révision de la répartition du capital social de la Sicomines par la prise en compte de la valeur réelle des gisements cédés par la Gécamines S.A conformément à l'article 182, al 4

du Code minier, la réévaluation de la hauteur des infrastructures à réaliser à charge de la partie chinoise de 3 milliards de \$US à au moins 20 milliards, le déblocage immédiat par la Sicomines en 2023 d'au moins 1 milliard de \$US pour les infrastructures, l'attribution aux entreprises congolaises d'au moins 50% des projets des travaux d'infrastructures conformément à l'article 11.2 de la Convention, le paiement par la Sicomines de l'impôt mobilier non reversé (5.424.698,36 de \$US), de l'amende de 5% (100.280.374,46 de \$US) pour défaut de rapatriement conformément à l'article 15 de la loi n° 14/005 du 11/02/2014. Coup de tonnerre.

Pour l'IGF, il est clair que « les prisons du Congo

attendent du monde » mais en col blanc.

Il y en a eu du monde certainement comme jamais. Sauf que le pays réclame que les fonds détournés lui soient retournés au Trésor public. Là est le travail de la justice.

En trois ans, en trois fois successives, devant les deux Chambres parlementaires réunies en Congrès, lors de ses discours sur l'état de la Nation, le Chef de l'État cite l'IGF. Tel ce lundi 13 décembre 2021 quand il déclare devant les Députés et les Sénateurs : « Placée sous mon autorité directe, l'inspection générale des finances contribue efficacement à l'effort d'assainissement des finances

(suite en page 9).

L'homme qui inspire la peur

(suite de la page 8).

publiques et cela, à la grande satisfaction de nos populations» en précisant que «l'IGF ne peut remplacer l'action du pouvoir judiciaire ayant seul la mission constitutionnelle de dire le droit».

Aux yeux des Congolais, Alingete passe pour le symbole de la lutte contre les détournements des deniers publics. Quelle que soit la pression, l'homme, dit-on, ne lâche pas sa proie.

Mais comme les juges américains, face à ceux qui avouent leurs forfaits - le cas des responsables de la gabegie financière à la Gécamines - Alingete se met à l'écoute. Face à des «incorrigibles» qui veulent jeter le discrédit sur un rapport de l'IGF, il est et reste intraitable.

Dans son bureau bardé de portraits qui le montrent avec le Président de la République, signe qu'il jouit de «la confiance du Chef», Alingete dirige et suit à la loupe les actions de ses «brigades spéciales» appelées aussi «brigades financières» en charge de s'assurer un meilleur suivi des politiques publiques en matière de gestion des finances publiques dans les Provinces et dans les Entités Territoriales Décentralisées ainsi que dans les Entreprises du Portefeuille et les Établissements publics.

Avec un incroyable courage, il traque les prédateurs, innove, apporte des réformes et de nouvelles stratégies dans la lutte contre la corruption, met la classe politique en ballottage : ministres, directeurs généraux, présidents des conseils d'administration, secrétaires généraux de l'administration publique «sont passés à la guillotine».

Il inspire cette peur même dans le dernier carré du Président de la République.

Il a rendu la fonction d'Inspecteur Général des Finances-Chef de service aussi importante sinon plus importante et enviable que

celle de ministre.

Alingete est la révélation de la classe politique dirigeante congolaise.

Il faut le dire d'emblée : sans l'accompagnement personnel du Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo dont l'IGF dépend directement, dont elle jouit de la confiance, qui lui dote de tous les moyens de transmutation jusqu'à lui permettre de se doter sur fonds propres d'un immeuble de huit étages, l'Inspection Générale des Finances serait aujourd'hui encore ce qu'elle a été ces longues dernières années : l'ombre d'elle-même. Sans l'engagement, sans le professionnalisme, sans la détermination d'un homme, Jules Alingete Key, nul ne parlerait aujourd'hui de l'IGF.

Il a été cité en Afrique par la revue transafricaine Jeune Afrique comme «l'icône de la lutte contre les antivauteurs dans les Finances publiques congolaises». Il est reconnu à New York, par le prestigieux magazine financier Forbes. Il s'est présenté face à des parlementaires belge et européen pour expliquer la route de ses exploits.

Sans carte d'un parti politique, ceux qu'il traque lui prêtent pourtant une appartenance sinon des visées politiques.

L'homme n'est pas seulement aimé. Il est même détesté à ce point qu'il fut présenté comme le financier des «Bakata... katangais», les bandits qui égorgent des paisibles citoyens dans des villages et centres urbains.

Les nouveaux slogans d'Alingete : «De gré ou de force, l'IGF imposera la bonne gouvernance publique voulue par le Chef. Les délinquants financiers incorrigibles seront toujours livrés publiquement en spectacle et leurs employés de presse rétrogrades seront en larmes».

Nul ne dira néanmoins que l'IGF, malgré ses résultats spectaculaires engrangés en peu de temps, a fait du tra-

vail à la perfection. A-t-on déjà perçu la perfection ?

«Ne craignez pas d'atteindre la perfection, vous n'y arriverez jamais», avertit l'artiste Salvador Dali (1904-1989).

Mais payer une meute pour qu'elle déboule sur un organe de l'État n'est pas trop gênant en soi sauf s'il s'agit d'une tentative éhontée de règlement de comptes pour qui cherche à couvrir ses crimes.

Que des ministres mis en cause, que des personnalités publiques étiquetées n'ont pas cherché à se débarrasser du patron de l'Inspection Générale des Finances en montant des dossiers ?

À l'IGF, on dit être droit dans ses bottes. Ses dirigeants savent avec précision d'où viennent ces attaques. Face aux résultats spectaculaires engrangés qui traversent désormais les frontières nationales à la suite d'enquêtes pertinentes, sur l'Inspection Générale des Finances, il y a un consensus : ce service est un modèle reconnu. Un modèle dont la notoriété donne des insomnies aux prédateurs et à leurs alliés. Un modèle qui mérite reconnaissance, encouragement, soutien des Congolais si l'on veut changer le mode de gestion de la chose publique.

Début avril 2023, cette nuit-là, c'était si troublant qu'au-delà de 23:00', il m'est impossible de fermer l'œil.

Je me décide à passer des appels. Le premier à une dame proche du Cardinal Laurent Monsengwo Pasinya. J'apprends qu'elle est installée désormais dans le Mai-Ndombe où elle est ministre. Je la félicite sans en faire plus. Il y a urgence!

Je passe un deuxième appel cette fois à un frère du Cardinal. Il me répond de Brazzaville. Il est déjà au lit. Il promet de m'appeler le lendemain. J'explique l'urgence de mon appel.

Un troisième appel est fait à un camarade originaire

de Kutu vivant au Canada. J'apprends qu'il est de passage à Kinshasa. Trois appels en moins d'une demi-heure. Une même réponse...

Ces trois personnes ne se sont nullement concertées. Personne ne pouvait s'attendre à ce que je l'appelle sur ce sujet. Personne n'a biaisé, ni hésité une seconde à me répondre. Pas de doute possible.

Je connais Jules Alingete Key marié à une Kwangolaise.

Mi-juillet 2021, en apprenant l'état de santé qui déclina de son frère Monsengwo, il s'est rendu en France, à Port-Marly dans les Yvelines. Avec le Sénateur honoraire François Kaniki, le Dr Jean-Marie Molasoko et le reste de la famille, il est dans le jet qui ramène le corps au pays. Le père de Jules est Sakata de Bendela, territoire de Kutu ; la mère de Jules est Sakata de Mushie, territoire de Mushie, localité séparée de Bandundu par une rivière. Jules est fils d'un Moju (Grand Chef). Il appartient à la famille royale. Beaucoup de ses frères portent le nom de Monshemvula.

N'ayez aucun doute ! Le Super flic des Finances Publiques congolaises est congolais. Il est kinois. Un vrai. Ses origines ont pourtant été mises en doute par des médias stipendiés.

La politique permet tout ; la politique ne permet pas tout. Il nous faut œuvrer à relever le débat.

Quant aux médias, ils sont le meilleur et le pire.

Communiquer ce n'est pas toujours écrire. Ce n'est pas toujours ouvrir la bouche. Communiquer c'est aussi se taire et poser des actes d'adéquation. Trop communiquer tue la communication dans un contexte de foisonnement de médias lorsque les médias ne vivent pas de la publicité mais de l'activisme politique.

Quand un influenceur se focalise sur un individu, en fait un feuilleton, il a été payé mais court le risque

d'effet inverse. Une agence de communication peut concevoir une stratégie, inspirer des conseils, donner des trucs, des astuces mais fondamentalement les médias et la politiques ne peuvent s'entendre.

«Les journalistes et les politiciens sont des drôles d'oiseaux. Ils ont des élans et des travers souvent communs. Un journaliste ne devrait jamais être ami d'un politicien. Il ne devrait jamais accepter une invitation à déjeuner», à en croire Jacques-Simon Eggly. Faut-il y voir une dérive anglosaxonne avec ses rapports de méfiance ? Que dire de l'intérêt général ?

«La revalorisation des journalistes dans le fonctionnement démocratique ne viendra pas d'une guerre malsaine ; elle viendra d'une confiance réciproque n'excluant nullement la sympathie mais acceptant franchement la répartition des rôles. Une mécanique des règles ne remplacera jamais une clarté des comportements. La démocratie n'a rien à gagner d'un mélange mal dosé entre un marketing politicien personnalisé, effréné, simplificateur, et des journalistes mués en animateurs de télé-réalités ou en procureurs cow-boys acharnés à trouver des culpabilités, des faiblesses médiatiquement exploitables. La démocratie aurait tout à gagner à ce que s'impose une génération de journalistes profondément conscients de leur responsabilité civique, tant par la rigueur de l'information que par celle de leurs commentaires ; journalistes redevenant les interlocuteurs sans complaisance mais alliés en volonté civique de politiciens prêts à discuter publiquement du fond des choses. Dans les médias et chez les politiciens on a besoin de gens qui donnent un sens à leur action et gardent fermement leur ligne», soutient Jacques-Simon Eggly. (...)

**Tryphon
Kin-kiey Mulumba,
Une Histoire
du Congo.
De Mobutu
à Tshisekedi,
À paraître ■**

Il connaît si bien le Congo



Le Cardinal américain Robert Francis Prevost élu le 8 mai, par les 133 Cardinaux, successeur du Pape François, désormais Léon XIV. DR.

Le Pape François est décédé le 21 avril. Le 8 mai, les 133 cardinaux ont élu, à l'issue du conclave, son successeur, un Américain, le premier pape américain de l'Histoire, le cardinal Robert Francis Prevost de l'Ordre de Saint-Augustin, élu sous le nom de Léon XIV.

Le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a immédiatement félicité le nouveau Chef de l'Église catholique à la suite de son élection à la chaire de Saint-Pierre. « Très Saint Père, c'est avec une émo-

tion profonde et une immense allégresse que je vous adresse, au nom du peuple congolais et en mon nom personnel, mes plus sincères et respectueuses félicitations à l'occasion de votre élection à la chaire de Saint-Pierre. Votre appel à une Église « humble, fraternelle et tournée vers les périphéries du monde » trouve une résonance particulière en République Démocratique du Congo, terre de foi vivante. Vos paroles, pleines de sagesse et de compassion, ravivent en nous la certitude que l'Église continue de se tenir aux côtés des peuples en quête de justice, de paix et de dignité. Nous avons été profondément touchés par votre message

inaugural depuis la loggia de la Basilique Saint-Pierre, affirmant que l'Église ne doit pas dominer mais servir, à l'image du Christ. Ce message de service, d'humilité et de proximité vient renforcer notre propre engagement en faveur de la réconciliation, du bien commun et de la défense des plus vulnérables », écrit le message du Président de la République qui souhaite que ce pontificat puisse être un temps de renouveau spirituel, de dialogue fécond entre les peuples, et de rayonnement accru de la lumière de l'Évangile dans un monde souvent assombri par l'indifférence et la division. Agé de 69 ans, Louis XIV a été créé car-

dinal en 2023. Le président américain Donald Trump l'a immédiatement félicité dans un message sur son réseau Truth Social. « Quelle excitation et quel grand honneur pour notre pays », a-t-il écrit, se disant « impatient » de le rencontrer. « Les États-Unis se réjouissent d'approfondir leur relation durable avec le Saint-Siège avec le premier pontife américain », a écrit dans un communiqué le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio, lui-même fervent catholique.

DÉFIANT ENVERS DONALD TRUMP.

Le nouveau pape Léon XIV n'a pourtant jamais caché sa défiance envers

le président américain. Quand il n'était encore que cardinal, le pape Léon XIV a partagé sur X des publications critiquant le vice-président JD Vance et le président Donald Trump, en particulier pour leurs positions contre les migrants. Le 3 février 2025, ce compte, illustré par une photo du natif de Chicago avec le défunt pape François et dont l'authenticité a été confirmée par le Vatican, renvoie vers un article ainsi titré : « JD Vance a tort : Jésus ne nous demande pas de hiérarchiser notre amour pour les autres ». Le texte, publié sur le site National Catholic Reporter, fait référence à des propos du vice-président américain justifiant la politique

anti-immigration très dure du gouvernement Trump par une référence à la doctrine catholique. Invoquant un précepte appelé « ordo amoris » (« l'ordre d'amour »), J.D. Vance, converti au catholicisme en 2019, a affirmé que la charité d'un chrétien devait en priorité bénéficier à ses proches et à ses concitoyens, et non aux étrangers. Lui qui avait été la dernière personnalité étrangère à rencontrer le Pape François à Pâques a-t-il tué le pape comment l'affirment les réseaux sociaux où les moqueurs s'en sont donnés à cœur joie ? En se rendant au Vatican, le vice-président américain était déterminé à rencontrer le Pape

François que l'on disait pourtant terriblement affaibli par une double pneumonie et de longues semaines d'hospitalisation. C'est son numéro 2, le cardinal italien Pietro Parolin, qui a reçu JD Vance, le samedi 19 avril, à la veille des célébrations de Pâques. Mais contre toute attente, le vice-président a finalement été convoqué pour une audience avec le Pape François, le dimanche de Pâques. Une rencontre historique si l'on songe que le pape argentin s'est publiquement vivement opposé ces derniers mois à la politique actuellement menée aux États-Unis par l'administration Trump,

(suite en page 11).

Il avait déjà visité Kinshasa et Djugu

(suite de la page 10).

notamment concernant le traitement des migrants. Vivement impressionné par ces quelques minutes en présence d'un souverain pontife pourtant diminué, JD Vance s'est empressé de tweeter sur X un message relatant ce moment. «J'ai rencontré aujourd'hui le Saint-Père, le Pape François. Je lui suis reconnaissant de m'avoir invité à le rencontrer et je prie pour sa bonne santé, joyeuses Pâques». Un message de JD Vance mal tombé ? Un message qui n'a pas très bien vieilli, puisque la mort du pape a été annoncée dans la foulée. De quoi permettre à ceux qui n'ont guère apprécié la leçon de démocratie à l'Europe de l'ancien écrivain ou son attitude choquante avec Volodymyr Zelensky dans le bureau Ovale de la Maison Blanche de se moquer de lui. Et de sous entendre notamment qu'il avait quelque chose à se reprocher dans la mort du Pape. «Avez-vous l'intention de rencontrer Poutine prochainement ?» (...). «J'ai une liste de personnes à qui vous devez rendre visite le plus rapidement possible» (...). «Maintenant s'il vous plaît, priez pour la santé de Poutine, il semble que vos prières soient terriblement efficaces» (...). «Pour ma part je prie pour que Vance ne prie jamais pour moi».

SON FRÈRE AÎNÉ N'EN REVIENT PAS.

Louis Prevost, frère de Léon XIV, n'en revient toujours pas: son frère cadet, Robert Francis Prevost, désormais connu sous le nom de Léon XIV, est devenu le premier pape américain de l'histoire, un destin extraordinaire pour cet enfant de Chicago qui rêvait de devenir prêtre. «Nous avons vu très tôt, quand il avait peut-être cinq ou six ans, qu'il deviendrait prêtre. Il n'y avait aucun doute», assure Louis Prevost, 73 ans, depuis sa maison de Port Charlotte, en Floride. «Quand nous étions enfants, il aimait beaucoup jouer au prêtre. Je me disais: «C'est quoi ce bazar? Prêtre?» Il achetait des gaufrettes en

forme de disque et les distribuait à tous nos amis dans le jardin en prétendant que c'était la communion», se rappelle-t-il en souriant. «On le taquinait en lui disant qu'il deviendrait pape et ça ne lui plaisait pas», ajoute-t-il. Louis a allumé la télévision et a tenté de se calmer en attendant l'annonce de l'identité du nouveau souverain pontife. Lorsque le cardinal «protodiacre», le Français Dominique Mamberti, a enfin prononcé le nom de son frère, Louis a exulté. «J'étais assis sur le lit, et c'est tant mieux, car je serais sûrement tombé à la renverse. Je me suis dit: «Mon frère est pape. Je ne peux pas y croire»», retrace-t-il. «C'était à en perdre la tête, c'était fou, absurde. J'étais surexcité», poursuit Louis. L'euphorie a depuis laissé place à une foule de questions: «Est-ce qu'on le reverra un jour ? Est-ce qu'on pourra encore se parler comme des frères ? Ou est-ce qu'il faudra que ce soit officiel ?» «Il est toujours là mais il est hors de portée. On ne peut pas simplement décrocher son téléphone pour l'appeler. Ce sera forcément très spécial d'appeler le pape maintenant», explique-t-il. Louis espère obtenir des réponses à ces questions par l'intermédiaire de John, le troisième frère, qui s'appretait à prendre son vole pour Rome depuis Chicago dans les prochaines heures dans l'espoir de voir Léon XIV. Robert Francis Prevost de l'ordre de Saint-Augustin, dont Léon XIV fut le pape général au niveau mondial de 2001 à 2013. Une fonction qui l'a conduit à de multiples reprises sur le continent africain pour rencontrer les communautés augustiniennes, notamment au Congo où il a fait plusieurs séjours. Léon XIV connaît donc bien l'Afrique, ayant visité plusieurs pays africains au cours des dernières années en tant que cardinal Préfet du Dicastère des évêques et surtout en tant que pape général de l'Ordre de Saint-Augustin, OSA. Sa dernière visite au Kenya remonte à 2024 où il avait présidé la dédicace de la chapelle de Notre-Dame du Bon Conseil au couvent Saint-Augustin de Karen, dans le comté de Nairobi, le 10 décembre 2024. Au Congo, les fidèles se souviennent de la visite effectuée en 2009 par le Prieur général de l'Ordre de Saint-Augustin dans la province du Bas-Uele et à Kinshasa, où il avait inauguré l'Université augustinienne. L'appel à la paix lancé par le nouveau pape lors de son discours aux fidèles depuis la Loggia delle Benedizioni a été bien accueilli au Congo. «C'est une joie d'entendre les premières paroles du Pape, qui reflètent le besoin de paix dans le monde. Et pour nous, Congolais, ce message devrait nous reconforter», a déclaré Mgr Donatien Nshole, secrétaire général de



Ci-haut, Louis Prevost, le frère de Léon XIV, lors d'un entretien à Port Charlotte, en Floride, le 9 mai 2025. AFP-CHANDAN KHANNA. Ci-bas, Robert Francis Prevost, Léon XIV, en train de bénir le bâtiment du Theologat de Université Saint Augustin de Kinshasa, USAKIN, en 2009. DR.



la CÉNCO, la Conférence Épiscopale nationale du Congo, dans son message de félicitations au nouveau pape. « Nous attendons de lui qu'il continue à suivre le langage du Pape François et qu'il accorde une attention particulière à l'instauration d'une paix durable en République démocratique du Congo ». À Kinshasa d'où le révérend père Olivier Gangola Bawa, vicaire régional des Augustins au Congo, a suivi l'élection du nouveau pape, celui-ci témoigne en ces termes : « Pour moi, c'était une grande surprise, qui m'a affecté jusqu'à ce que je commence à pleurer, puisque je ne m'y attendais pas. Et le voir au balcon, c'était pour nous une grande joie, une émotion impossible ». Le révérend père a également été très

ému par ses premiers mots en tant que pape, apportant un message de paix et d'unité. Le pape, qui ne s'est pas contenté d'aller à Kinshasa, a parcouru plus de 2 000 km, jusqu'à Isiro, dans le Haut-Uélé, en avion. Il a ensuite pris la route pour rejoindre la paroisse de Dungu. Le père Michel Mivunguba Kaneru, à l'époque, a fait partie de ce long voyage éprouvant. « Il a voulu faire l'expérience de ce que nous, on fait. On s'est rendu là où on devait se rendre. On a parcouru de grandes distances, avec des conditions de route très difficiles. Il les a acceptées. Il a logé dans les conditions que nous lui avions préparées. Il a mangé ce qu'on a mangé. Il n'a pas exigé autre chose. Quand on a entendu «Robert Prevost », nous

avons tous crié. Nous étions nombreux au salon. Quelle émotion ! On n'a pas su se contenir». « UN HOMME MÉDITATIF, DISCIPLINÉ ». Émotion à Dungu, près de la frontière avec le Soudan du Sud, où une communauté est encore présente aujourd'hui. Sept frères augustiniens, dont le père Blaise Mbiko Yezu, étaient là lorsque Léon XIV est venu en 2010. «Il s'est montré fort. Il était épanoui avec les confrères. C'est quelqu'un qui n'a pas de limites, qui peut rentrer dans le monde, non seulement des grands, mais aussi des petits. Nous avions toujours les vèpres à 18:30', et il était toujours le premier. Il est un homme méditatif, mais aussi discipliné pour ce

qui concerne sa vie spirituelle», déclare le prêtre qui verrait bien le centre de formation professionnel tenu par les frères augustiniens à Dungu être bientôt baptisé Léon XIV. Mgr Emmanuel-Bernard Kasanda Mulenga est évêque de Mbuji-Mayi, Kasai Oriental, un diocèse d'une population de 4 millions d'habitants dont environ la moitié sont catholiques. Il confie à Rfi avoir accueilli l'annonce de l'élection de Léon XIV avec « beaucoup de joie, beaucoup d'allégresse. Nous avons quand même maintenant un pasteur à la tête de notre église pour vraiment gouverner et surtout cristalliser l'unité des chrétiens. Et ça, c'est très important pour nous. Ça m'a fait beaucoup de joie ». Cette élection correspond à ses attentes. « Le pape choisit le nom en rapport avec son prédécesseur qui est Léon XIII et qui nous indique déjà sa mission. Il va rechercher l'unité. Il va nous demander de regarder surtout les pauvres et les déshérités. Tout cela est résumé dans ce qu'on appelle la doctrine sociale de l'Église. Léon XIII, son prédécesseur, nous a laissé ce qui fait pour nous le grand pilier de notre mission par rapport à la société. C'est très important. Il a parlé même des pauvres. C'est justement établir des dialogues, même avec des personnes qui ne croient pas comme nous, mais qui peuvent quelque part comprendre qu'on peut se retrouver sur la dimension humaine, la dignité humaine. Et là donc, le pape est pour nous vraiment un éclairer, une référence pour chez nous », ajoute Mgr Emmanuel-Bernard Kasanda Mulenga. Les défis ? Il y en a au niveau de notre Afrique et au niveau mondial. Au niveau du continent, s'il est dans le sillage de François, le pape l'a dit sans honte et sans peur, ôtez vos mains de la RDC et de l'Afrique. Donc là, le pape est appelé à combattre la pauvreté, le sous-développement, le pillage des ressources naturelles. Ça va de pair aussi avec les conflits inter-ethniques et les luttes armées...». **avec AGENCES**



MANIFESTE des Justes du Congo



La vérité ne se taît pas. La justice ne se négocie pas.

Face au silence assourdissant, NOUS PRENONS LA PAROLE.

Lorsque l'Europe était plongée dans les ténèbres de la seconde guerre mondiale, des femmes et des hommes se sont levés pour dire **NON** à la barbarie nazie. Ce sont les JUSTES parmi les nations.

Aujourd'hui, tandis qu'un autre cri étouffé résonne en République Démocratique du Congo, nous, fils et filles du Congo, nous, citoyens du monde épris de justice, nous nous levons à notre tour pour dire **NON** à l'intolérable.

Les justes d'aujourd'hui ont choisi de ne pas détourner les yeux. Depuis plus de 25 ans, la République Démocratique du Congo est dévastée par une guerre silencieuse, menée par le Rwanda. Ce conflit qui a plongé l'est du pays dans l'horreur a engendré une véritable tragédie humaine : des millions de civils massacrés, des villages rasés, des populations déplacées, des viols massifs institués en armes de guerre et enfin le pillage systématique des ressources.

Face à l'indifférence générale, NOUS DÉNONÇONS.

L'**indifférence** complice de la communauté internationale. Les rapports s'accumulent, les preuves sont là pour incriminer l'armée rwandaise et, pourtant, rien ne bouge. La tragédie congolaise demeure invisible comme si ces vies comptaient moins que d'autres.

Le **soutien** direct ou tacite des puissances étrangères aux intérêts géopolitiques cyniques entretient la guerre pour créer le chaos et piller les ressources congolaises dans la plus grande impunité.

Le **mutisme** inacceptable de l'État français. Acteur central en Afrique et pays des droits de l'homme, la France en ayant fait le choix de se taire, se rend complice par omission des horreurs commises en République Démocratique du Congo par la milice M23 bras armé du Rwanda.

Face la barbarie de cette guerre, NOUS EXIGEONS.

Une **condamnation** immédiate et sans équivoque des crimes commis en République Démocratique du Congo par le Rwanda, les groupes armés et les États qui les soutiennent.

La **suspension** de toute coopération avec les États et les acteurs impliqués dans le massacre des populations civiles et le pillage des ressources de la République Démocratique du Congo. Une enquête indépendante conduite sous l'égide de l'ONU et la Cour Pénale Internationale pour que justice soit rendue aux victimes et que les bourreaux soient poursuivis.

La **mobilisation** de la société civile française et des médias pour faire de la tragédie congolaise un enjeu central du débat public.

Des **sanctions** immédiates contre les individus, entreprises et institutions qui profitent de cette guerre pour s'enrichir, sans se soucier du sort réservé aux populations congolaises.

L'**application** des directives du Conseil de sécurité de l'ONU. La résolution 27/65 adoptée le 20 décembre 2024 qui exige, de tous les groupes armés et des réseaux qui les soutiennent, l'arrêt immédiat des violences perpétrées dans l'est de la République Démocratique du Congo ; la résolution 27/73 du 21 Février 2025 qui ordonne le retrait du M23 de toutes les zones illégalement occupées.

Face à la banalisation de l'horreur, NOUS REFUSONS L'OUBLI.

La République Démocratique du Congo doit cesser d'être un cimetière ignoré du monde pour reprendre sa place de pays porteur d'avenir. Ne laissons pas la barbarie s'enraciner.

Le monde sait. Le monde regarde. Le monde se taît.

Le silence doit cesser. La vérité doit jaillir. La justice doit triompher.

Pour que la paix commence aujourd'hui, BRISEZ LE SILENCE !

REJOIGNEZ LES JUSTES DU CONGO.

Fait ce jour, en mémoire des victimes, pour l'avenir de la RDC.

Un moment de moins pour regarder son téléphone

Cette vérité sur la vie et le bonheur qui peut faire peur, mais s'avère indispensable pour s'épanouir.

Il y a de ces vérités qu'il faut entendre pour atteindre le bonheur : on en dévoile une. On pense souvent, et à tort, que pour être heureux, il suffit de bien s'entourer - une étude sur le bonheur menée par l'Université d'Harvard a d'ailleurs confirmé l'importance des relations de qualité - mais aussi de trouver un sens à son existence, comme l'indiquait Martin Seligman, fondateur de la psychologie positive. Pourtant, il semblerait qu'il y ait une vérité à comprendre absolument pour enfin vraiment s'épanouir et accéder au bonheur.

Comment atteindre le bonheur ? Dans son livre, *L'art subtil de s'en foutre*, Mark Manson rappelle qu'à force de trop courir après le bonheur, on en a clairement perdu son véritable sens. « Tu t'aperçois que les conseils dont on te rebat les oreilles du matin au soir pour positiver et trouver le bonheur n'aboutissent en réalité qu'à te focaliser sur ce qui te manque ». Il précise : « La clé d'une bonne vie n'est pas de se soucier de plus de choses, mais de se soucier seulement des choses vraies, immédiates et importantes (...) Tu n'es pleinement heureux que quand tu identifies les problèmes que tu as envie d'avoir et de solutionner ». Parmi les clés qu'il délivre pour enfin atteindre l'épanouissement personnel, Mark Manson insiste sur une vérité difficile à accepter : « La souffrance est inévitable, alors choisissez celle qui a du sens ». La souffrance : la clé pour être heureux ? Selon Mark Manson, une fois que l'on a compris et accepté la souffrance, on peut, alors, atteindre plus facilement le bonheur. « Nous souffrons pour la



Quelques vérités, selon des scientifiques, sur la vie et le bonheur qu'on ne saurait imaginer. DR.

simple raison que la souffrance est biologiquement utile. C'est l'agent préféré de la nature pour inspirer le changement ». Il explique que la souffrance fait partie intégrante de la vie humaine et qu'elle nous permet d'évoluer, de grandir, et même, de se construire. « La vie est une série de problèmes. Le bonheur vient de leur résolution ». Ainsi, le véritable bonheur n'est pas ne de pas avoir de problèmes, mais de savoir comment les gérer, au mieux. D'après le spécialiste du bien-être, qu'importe ce que l'on accomplira dans la vie, que ce soit dans sa carrière professionnelle, sa vie de famille, ou autre, on devra passer par des moments de joie, de peines et de sacrifices. Il est donc inutile d'éviter la souffrance, mais il est important de choisir ce pour quoi on est prêt à souffrir. Alors, comment faire pour réussir à la surmonter ? Comment surmonter la souffrance ? Selon l'expert, Mark Manson, il faut donner du sens à cette douleur. Il donne par exemple

la pratique d'une activité sportive : c'est dur, ça fait mal, mais cela nourrit la santé. Aussi, travailler sur un projet est difficile, fatiguant, mais au bout du compte, c'est très gratifiant. Enfin, avoir des conversations difficiles avec son/sa partenaire ou ses proches, ça ne fait pas plaisir, mais cela renforce la connexion émotionnelle. On l'aura compris, la souffrance est inévitable dans la vie, le mieux reste alors de savoir l'accueillir et l'accepter, pour en faire une force.

JOURNÉE PARFAITE.

Voici la formule d'une journée parfaite, selon des scientifiques. Passer une journée parfaite n'a rien d'impossible, à condition de mieux répartir son temps. Des chercheurs ont même trouvé la combinaison idéale pour y parvenir. On a tous en tête une journée où tout semblait à sa place : un bon rythme, de l'espace pour soi, du lien avec les autres, une forme d'équilibre. Mais cette impression de fluidité n'est pas qu'un ressenti subjectif.

Des chercheurs de l'Université de Colombie-Britannique ont analysé les activités de milliers de personnes pour identifier les ingrédients types d'un « jour meilleur que la moyenne ». Leur objectif : isoler ce qui, dans l'agencement de notre emploi du temps, nourrit réellement notre bien-être. Les scientifiques se sont appuyés sur les données de l'American Time Use Survey, un immense sondage où les participants ont détaillé leur temps passé sur plus de 100 activités. En croisant les résultats avec leurs ressentis, ils ont extrait une formule équilibrée : six heures avec la famille, deux heures avec des amis, une heure et demie à socialiser, six heures de travail avec 15 minutes de trajet, deux heures d'activité physique et une heure maximum d'écrans. Ce schéma laisse place à l'essentiel : l'appartenance, le mouvement, l'autonomie et une charge mentale allégée. Même le travail, souvent perçu comme une contrainte, y est inclus pour sa contri-

bution à la structure et au sens. Reste une réalité plus terre-à-terre : peu de personnes disposent d'une telle liberté d'organisation. Huit à neuf heures de travail, souvent prolongées par des obligations familiales ou administratives, laissent peu de place à l'idéal. Et ce modèle ne convient pas à tous : les célibataires, les personnes sans enfants ou vivant loin de leur famille pourront substituer ces six heures familiales par du temps pour soi - lecture, création, flânerie, introspection. L'important, c'est la diversité des expériences vécues dans une journée. Un rappel salutaire de ce qui nous nourrit vraiment. Cette formule n'a rien d'une recette figée, mais elle nous rappelle que le bonheur ne se niche pas dans l'excès ou la performance. Il se construit dans l'équilibre des temps, dans l'alternance entre action, lien et calme.

UNE ACTION DE MOINS D'UNE MINUTE.

Ci-après une action qui prend moins

d'une minute au réveil et qui suffit à transformer votre humeur pour la journée. Et si une simple habitude à faire chaque matin pouvait littéralement changer votre humeur ? Il y a de ces habitudes, que l'on effectue chaque matin, ou non, sans forcément se rendre compte de leurs bienfaits. C'est un fait, au réveil, il y a deux teams : celle des personnes qui font leur lit aussitôt, pour se décharger de cette tâche, et celle des personnes qui ne le font... jamais - ou presque. Pourtant, faire son lit, chaque matin, peut vraiment avoir un impact positif sur notre humeur du jour. Selon la science, les personnes qui font leur lit chaque matin ont plus de chances de réussir. Oui, vous avez bien lu. Faire son lit : l'habitude qui peut tout changer. D'après *Psychology Today*, qui s'est penché sur le sujet, faire son lit tous les jours, dès le réveil, procure du bien-être. L'amiral William H. McRaven, à la retraite de l'US Navy, a d'ailleurs écrit

un livre à ce sujet : « *Make Your Bed: Little Things That Can Change Your Life... And Maybe the World* » (« Faire son lit : ces petites choses qui peuvent changer votre vie... et même le monde »). Selon lui, en faisant son lit, on accomplit la première tâche de la journée et cela peut impacter le quotidien : « Cela vous procurera un léger sentiment de fierté et vous encouragera à en faire une, puis une autre, puis une autre encore. À la fin de la journée, cette tâche accomplie se transformera en une multitude de tâches accomplies ». Scientifiquement, cet accomplissement de micro-tâches, permet de libérer de la dopamine, l'hormone du bonheur, et donc, de favoriser le sentiment de bien-être. Faire son lit, c'est aussi un moment de moins passé à regarder son téléphone. Et on le sait : les écrans dès le réveil sont très néfastes pour la santé mentale et physique. Alors, pourquoi les petites habitudes sont-elles si importantes ? Comment adopter de nouvelles habitudes ? Selon Darren Hardy, expert en développement personnel et auteur du livre best-seller, *L'Effet Cumulé*, pour adopter une nouvelle habitude, il faut commencer étapes par étapes : « Ce sont les petites choses faites de manière constante qui mènent aux résultats extraordinaires », indique-t-il dans son livre. Il précise : « La motivation vous fait démarrer, mais c'est l'habitude qui vous fait continuer ». En clair : il ne faut pas compter sur la motivation pour entreprendre des choses, mais bien sur nos habitudes, notre routine. Même si cela ne prend que quelques secondes par jour, cela peut être bénéfique. Si l'on arrive à faire son lit chaque matin, alors, c'est déjà un grand pas vers la réussite et le bien-être. Alors, qu'attendons-nous ? Mettons-nous à l'ouvrage et attendons le résultat. **avec AGENCES**

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Les meilleures voitures de luxe 2025

Rêver de conduire une voiture de luxe, une voiture haute gamme, ça arrive à tout le monde. Le rêve d'une vie : défier les lois de la gravité au volant d'un véhicule qui respire la nouveauté et inspire le respect. Ferrari, Lamborghini, Rolls-Royce, Porsche. Cabriolet, SUV de luxe ou bien coupé. Top 11 à consommer sans modération, pour l'amour des voitures d'exception.

1. BMW I7 : LA VOITURE DE LUXE 2025.

Le design extérieur ne met pas tout le monde d'accord. Par contre, il est indubitable que la BMW i7 est une voiture haut de gamme très impressionnante. Opter pour l'i7 tout électrique est vraiment fantastique, tant ce véhicule est encore meilleur que le modèle thermique. Incroyablement silencieuse, elle offre une puissance rassurante.

Le clou du spectacle à l'intérieur est l'écran 8K de 31 pouces qui se replie depuis le toit derrière les sièges avant, même s'il est en option.

2. E-TRON GT : LA SPORTIVE.

Elle avait déjà impressionné lors de ses débuts en 2022. Elle offre toujours un intérieur magnifique, sportif et confortable ainsi qu'une accélération à vous scotcher à vos sièges. Seul bémol, la capacité limitée du coffre et des options moins généreuses que ses concurrentes. Son comportement routier de très haut de gamme est exemplaire. Le véhicule peut se comporter comme une confortable berline de luxe ou comme une voiture de sport, selon le style adopté par le conducteur. Les succès des voitures 100 % électriques tels que la Tesla Model S, et plus récemment, l'accueil enthousiaste pour des voitures telles que la Mercedes-Benz EQS et



Ferrari, Bentley, Lamborghini, Rolls-Royce, Porsche, Mercedes S, Maserati. Cabriolet, SUV de luxe ou bien coupé. DR.



la BMW i4 prouve qu'un marché existe pour les berlines de luxe électriques.

3. RANGE ROVER SPORT : MEILLEUR SUV.

Il a été un pionnier sur le marché des SUV de luxe. Cela reste un véhicule qui en impose, mais le Range Rover Sport ajoute un élément plutôt rare dans cette catégorie en 2025: le facteur plaisir. Malgré sa masse de 2,3 t, il est le meilleur SUV de luxe de l'année ! Les matériaux et la technologie du Range Rover Sport ont été considérablement améliorés par rapport au modèle précédent.

4. BENTLEY FLYING SPUR : BRITISH.

Bentley est synonyme de luxe et de performance. La Flying Spur, «petite» limousine à 4 portes de la marque britannique, ne déroge pas à la règle. Cette voiture de luxe propose au choix un moteur V6 hybride

rechargeable, un V8 de 4,0 litres ou un moteur W12 de 6,0 litres. N'empêche ! Cette berline de plus de 2 tonnes effectue le 0 à 100 km/h en moins de 5 secondes. À bord, elle offre un niveau de raffinement exceptionnel. Le confort est extrême, peu importe la vitesse à laquelle se lance la Flying Spur. Le programme de personnalisation Mulliner de Bentley signifie acquéreur peut personnaliser sa Flying Spur comme bon lui semble.

5. BMW M2 : LE LUXE SORT DE SA BOÎTE.

Elle promet des performances exceptionnelles grâce à de la puissance à revendre et une suspension réglée de façon agressive. Le caractère compact de l'habitacle et son prix élevé sont ses seuls bémols. Un retour aux sources alors que les véhicules de luxe de BMW ne cessent de gagner en taille. Une M2 pas faite pour les claustrophobes.

La BMW M2 offre des performances globales supérieures grâce à un nouveau V6 en ligne biturbo de 453 chevaux.

6. MERCEDES CLASSE S : VALEUR SÛRE.

La Mercedes Classe S est de longue date une valeur sûre sur le segment des voitures de luxe. C'est le maître choix pour les automobilistes à la recherche d'une expérience de silence et de raffinement impérial à bord en 2025. Sur la route, on a l'impression d'avancer en lévitation, même sur les bitumes en mauvais état. Ce véhicule est fidèle à la réputation de cette prestigieuse berline haut de gamme que l'on ne présente plus.

7. PORSCHE PANAMERA 2025, ÉVOLUTION.

La Panamera actuelle existe depuis 2016, mais le dernier lifting en date lui a permis d'en sortir toute rafraîchie. Comme la Porsche 911, la

Panamera sait progresser sans brûler les étapes. Évolution plutôt que révolution est le maître mot. À chaque mouture, la voiture de luxe s'améliore tout en douceur.

8. MASERATI GRANTURISMO : À L'ITALIENNE.

La Maserati GranTurismo est la voiture de sport italienne par excellence, aussi agréable à l'œil qu'au volant. Certaines de ses rivales offrent plus de performance pour le même prix. Mais il est difficile d'égaliser le style de cette voiture de luxe italienne. Sortie l'année dernière, elle est le modèle idéal lorsqu'on cherche une voiture de luxe qui doit faire de la route en ayant des capacités supérieures à la moyenne.

9. FERRARI Purosangue 2025.

Il bouscule les codes du SUV de luxe. Son V12 de 725 chevaux propulse ce mastodonte de 0 à 100 km/h en 3,3",

un record pour un 4x4. Les portes suicide arrière et la suspension active préservent l'agilité, tandis que l'intérieur mélange cuir Carbono et inserts en titane. Malgré ses dimensions, le Purosangue conserve le rugissement caractéristique des moteurs Ferrari.

10. ROLLS-ROYCE SPECTRE : LE LUXE FUTURISTE.

Aucun doute cette voiture est incroyable. Après tout, s'il y a bien une marque qui est synonyme de voitures de luxe, c'est Rolls-Royce ! Mais avec la Spectre, Rolls-Royce signe une véritable révolution : l'alliance parfaite entre le savoir-faire intemporel et la technologie électrique de demain. Première Rolls-Royce 100 % électrique, lancée en 2025, elle offre une conduite d'une douceur remarquable tout en délivrant des performances

étonnantes. Loin de renier l'extravagance de ses aînés, il séduit par ses finitions sur mesure, son habitacle feutré et ses innovations high-tech qui réinventent le confort d'une berline de luxe.

11. LAMBORGHINI REVUELTO : LA PLUS PUIS-SANTE DE L'HISTOIRE.

Symbole absolu d'audace et d'exclusivité, la Lamborghini Revuelto 2025 redéfinit les codes du luxe sportif. Lancée en 2024, cette supercar hybride associe un moteur V12 à une motorisation électrique pour délivrer plus de 1000 chevaux, propulsant le véhicule de 0 à 100 km/h en moins de 3 secondes. Son design agressif, aux courbes futuristes et acérées, ainsi que sa signature technique innovante, en font un concentré d'adrénaline et de style – le rêve de tout passionné de sensations extrêmes et de prestige.



Faut-il y aller ou ne pas y aller?

Environ 80% des femmes reconnaissent avoir déjà pratiqué une fellation, un chiffre qui témoigne de l'entrée dans les mœurs de cette pratique. Pourtant dans l'intimité, les avis autour de cette pratique divergent, chacun et chacune ayant sa façon, très personnelle, de l'appréhender. S'il existe autant de manières de concevoir, imaginer, pratiquer la fellation que de positions dans le Kâma Sûtra, les idées reçues la concernant sont nombreuses. Qu'en disent les sexologues?

Entre Pauline, qui déclare (« Je ne supporte pas cette pratique, ce n'est vraiment pas pour moi ») et Gwenaëlle qui explique fièrement (« J'aime la fellation, car c'est un pouvoir très jouissif que l'on a sur l'autre »), difficile, à première vue de savoir comment est réellement perçue cette pratique sexuelle. La seule conviction en ce domaine, c'est certainement que la fellation fait bel et bien partie du paysage de la sexualité des hommes/femmes, puisqu'en France, par exemple, 80,4% des femmes et 83,3% des hommes affirment l'avoir expérimentée au moins une fois dans leur vie, selon une grande enquête sur la sexualité en France. Certes, ce chiffre tombe à 52,8% chez les femmes et 56,4 chez les hommes si l'on parle d'une pratique régulière. Il n'en demeure pas moins que chacun a son idée sur la question. « La fellation doit se pratiquer avant tout avec plaisir » (Lucie) ; « je l'utilise parfois lorsque ça m'arrange. Lorsque j'ai déjà joui et que cela me suffit » (Elisa). Récemment célibataire, Cédric, quant à lui, n' imagine pas se remettre en couple s'il ne



Fellation, romantisme ou amour ? Les avis vont dans tous les sens. DR.

trouve pas « une femme ouverte sur le sujet, qui prenne un réel plaisir à me faire des gâteries ». Des témoignages montrent cependant que certains clichés ont la vie dure (la fellation serait sale, dégradante pour la femme). Nous avons confronté ces idées reçues à l'expertise d'une sexologue clinicienne et à celle d'une psychothérapeute et sexologue. Toutes deux, à leur façon, (ré)affirment qu'il n'y a pas de norme en termes de sexualité orale. Pour aller plus loin, L'Enquête sur la sexualité en France - pratiques, genre et santé - réalisée en 2006 et parue en 2008 aux éditions La Découverte demeure à ce jour l'ouvrage de référence concernant la sexualité des Français.

EN POSITION DE SOUMISSION?

« Au tout début de ma relation, je détestais faire une fellation à mon homme. Surtout en position à genoux, que je trouvais synonyme de soumission » (Mélina, 24 ans). « Le principal poncif qui touche cette pratique, selon moi, c'est que la femme serait humiliée et soumise lors de la fellation » (Carole, 52 ans). En règle générale, on ne peut pas nier que la pénétration constitue une intrusion qui peut être perçue

sous le prisme « qui pénètre domine ». Cependant, il ne faut pas s'arrêter à ce rapport simpliste, mais s'interroger sur la façon dont est pratiquée la fellation. Bien sûr, si elle est perçue comme une contrainte, il y a une domination de l'autre qui peut être ressentie comme une véritable agression. Mais si la fellation est effectuée en remerciement d'un plaisir reçu, si elle est considérée comme un jeu - tester un préservatif parfumé par exemple - alors là, tout change ! Le mot d'ordre, comme pour toute pratique sexuelle, doit être « respect et consentement » entre deux adultes. Sans oublier la communication : si l'on se sent rabaisé par l'autre dans la vie comme au lit, c'est souvent pour une raison qu'il faut chercher à comprendre. « Pour beaucoup de personnes, c'est une pratique sale qui ne serait pratiquée que par des filles faciles ou des stars du porno » (Emilia). « Il y a toujours l'idée que la fellation est quelque chose de sale... » (Aurélien, 23 ans). C'est une vieille croyance qui a la vie dure et ne se limite pas à la fellation mais concerne toutes les pratiques orales. De façon naturelle, un homme qui n'a pas une bonne hygiène intime, ou après une journée d'activités,

peut avoir une certaine odeur déplaisante pour sa ou son partenaire. Ce qui n'incite pas à la fellation. Il faut dans ce cas inviter à une petite toilette intime, quitte à jouer sur ce moment pour qu'il ne soit pas une corvée, mais plutôt un préparatif qui peut tout à fait être érotisé. Rien n'est sale dans la sexualité, tout n'est qu'une façon de se présenter à l'autre. Il faut rappeler d'ailleurs, que lorsqu'il y a excitation, tout ce qui relève de la miction, du système urinaire, est stoppé. Il ne peut pas y avoir de confusion. Si malgré cela des blocages persistent, ces derniers doivent être interrogés : Qu'est-ce qui m'empêche en tant que femme d'envisager la fellation comme une pratique sexuelle appréciable ? Bien sûr, il n'y a pas d'injonction ; tous les hommes n'aiment pas forcément la fellation, pourquoi en serait-il différemment pour les femmes ? La fellation n'est pas une pratique « amoureuse », n'est pas romantique. « La technique de fellation m'horripile. C'est le contraire de l'élégance et du romantisme » (Sylvie). « L'image que renvoie la fellation me gêne, très rapidement j'ai peur de faire prostituée, ce n'est pas très romantique... » (Athénaïs, 22 ans).

Romantisme et sexualité sont, globalement, deux mondes différents qui n'ont pas forcément grand-chose à voir ensemble. Dans une sexualité partagée, nous nous plaçons plus volontiers dans l'animalité, dans des rapports de dons et contre-dons parfois très loin du registre « intellectuel ». La fellation est une pratique sexuelle comme une autre : si j'aime cela et que je veux donner du plaisir à mon/ma partenaire, la question de la romance ne se pose même pas. En revanche, si j'éprouve du dégoût et que je me force pour faire plaisir, ma relation à cette pratique va forcément se charger de considérations négatives. Le romantisme est important, c'est sûr, mais au lit, il faut essayer de se départir de ces considérations pour se libérer et ne pas se complexer. Mais, c'est vrai, tout dépend de comment la fellation est envisagée ! Si c'est une corvée en effet, le romantisme est rarement au rendez-vous. Mais si c'est une invitation, un petit jeu mis en place entre les deux partenaires... Au fait, qui pourrait considérer cette pratique comme non-amoureuse ? Même pour quelqu'un qui serait réticent à la fellation, mettre en place une forme de jeu, de défi

ou encore de rendez-vous érotique peut décomplexer et amener à envisager de façon plus détendue le passage à la pratique.

NORMALITÉ? ERREUR.

Tentons d'aller plus loin. La fellation peut-elle constituer un substitut à la pénétration ? Ci-après, l'avis d'une sexologue et psychanalyste. La fellation me dégoûte, ce n'est pas normal. « Impossible pour moi de m'adonner à la fellation, le goût me révolte » (Marjorie, 28 ans). « Je n'aime tout simplement pas, cela m'écoeure et me dégoûte. Aucune de mes amies ne me comprend, comme si j'étais la seule » (Marie, 33 ans). Parler de normalité dans le domaine de la sexualité est une erreur. Si l'on éprouve du dégoût pour telle ou telle pratique, il faut essayer de comprendre d'où émane ce sentiment désagréable : si c'est parce que c'est le même organe qui sert à la miction, si c'est parce que le sperme a un goût particulier. Interroger son histoire permet souvent de comprendre l'origine de ce blocage : la première pratique a peut-être été un moment gênant, l'éducation ou les croyances peuvent aussi entrer en ligne de compte. Mais l'important à retenir c'est que s'il y a dégoût, il ne faut pas se forcer, s'obliger à telle ou telle pratique pour faire plaisir à l'autre. Il convient plutôt d'interroger ce dégoût, ce ressenti physique sans se juger. Il faut bien comprendre qu'en termes de sexualité des limites peuvent exister. Une sexualité épanouie ne signifie pas « tout faire » malgré les impératifs contemporains de performance, d'injonction de sexualité décomplexée... Ne pas provoquer l'orgasme de son partenaire est synonyme de mauvaise fellation. « L'idée même de me retrouver avec du sperme dans la

bouche me dégoûte, et je ne pense pas être la seule femme à aimer la fellation mais à avoir du mal à aller jusqu'à l'orgasme de mon conjoint... » (Lucie). « J'ai toujours été un peu contrarié que mes différentes partenaires ne poussent pas la pratique jusqu'à l'orgasme. Pour le moment, fellation équivaut pour moi à frustration » (Antoine, 27 ans). Il faut partir ici d'un constat simple : les femmes n'ont pas de pénis et, de ce fait, ne peuvent pas savoir ce qui peut procurer le plus de plaisir à l'homme. Et même dans les pratiques homosexuelles, les attentes ne sont pas les mêmes. On peut connaître des techniques bien sûr, mais chaque homme étant différent, chacun va ressentir la caresse orale d'une façon différente. L'homme peut alors dialoguer avec sa ou son partenaire pour le guider : en termes de rythme, de pression, de localisation. Cela peut être enrichissant de savoir ce que l'autre préfère, mais en aucun cas, il ne s'agit d'une compétition dont le but serait la performance avec pour but ultime : l'éjaculation. Il faut souligner qu'il y a des hommes qui ne peuvent atteindre l'orgasme de cette façon-là. Une bouche n'aura jamais exactement la même pression, le même contact, qu'une main ou un sexe féminin par exemple. La bouche, organe du plaisir ? Des sexologues invitent à ne pas restreindre le sexe oral aux pratiques oro-génitales. « Dès que l'on évoque le sexe oral, on pense immédiatement : fellation, cunnilingus ou anulingus. C'est mettre de côté une très grande partie des fonctions sensuelles de la bouche ! Elle est également là pour embrasser, mordiller, caresser, dévorer l'autre. La bouche est l'organe érotique par excellence et il faut la considérer comme une alliée de choix vers le plaisir ».

Trump dit avoir de la compassion

(suite de la page 18).

leurs. Et je dis bien «si» sur la question des prisons étrangères. «Si c'est légal», je dis bien «si c'est légal». J'aimerais beaucoup que ça puisse se faire. Vous avez des gens qui sont condamnés 28 fois d'affilée, des gens qu'on remet en prison à chaque fois, qui en ressortent aussitôt et qui se remettent à frapper ou à blesser des gens, ou qui font quelque chose de très mal, et qui y retournent, et qui se retrouvent comme ça avec 28 condamnations différentes. Si c'était légal... et personne ne m'a donné de réponse définitive à ce sujet, mais si ça l'était, ça ne me poserait aucun problème de les expulser dans une prison à l'étranger, ce qui nous coûterait d'ailleurs beaucoup moins cher.

M.S : En parlant de réponse définitive, diriez-vous que le pouvoir judiciaire est toujours sur un pied d'égalité avec le gouvernement, et vous conformerez-vous à la décision finale de la Cour suprême ?

D.T : Oh, oui. C'est ce que j'ai toujours fait. Je m'y suis conformé. Je n'ai pas toujours été d'accord avec ses décisions, mais je m'y suis toujours conformé. C'est d'ailleurs ce qu'il faut faire. Cela étant dit, on a des juges qui sont très,

DE L'ÉCONOMIE.

M.S : À Wall Street, on parle d'un «Trump put» («garantie Trump»), c'est-à-dire un seul plancher en dessous duquel vous empêcherez le marché de descendre. C'est-à-dire que, si le pays prend le chemin d'une récession, vous adapterez votre politique commerciale. Si on se dirige vers une dédollarisation et que les taux d'intérêt obligataires se mettent à grimper, vous ajusterez la politique commerciale pour compenser. Est-ce que je résume bien les choses si je dis que vous suivez l'évolution du marché et que vous allez tout faire pour protéger l'économie américaine ?

D.T : Je ne pense pas que ça arrivera. Je ne vois pas comment je pourrais revenir dessus, parce que j'ai bien vu ce qui était en train de se passer. Ça fait trente-cinq ou quarante ans que je dis la même chose : j'ai vu ce pays se faire dépouiller par d'autres, et je dis bien «amis comme ennemis».

Et, croyez-moi, nos amis sont dans bien des cas pires que nos ennemis. L'année dernière, on a perdu des milliards de \$US en échanges commerciaux à cause de ce type (Biden). Et, chaque année, on perd des mil-



Donald Trump. Revu et corrigé. DR.

liards. Des centaines de milliards, et, maintenant, ce sont même des milliers de milliards (de déficit commercial). Et j'ai du mal à imaginer qu'un pays qui perd autant d'argent puisse rester viable longtemps. Et je me suis dit qu'il fallait que quelqu'un y fasse quelque chose. Et, comme vous le savez, j'ai déjà mis en place des droits de douane sur les voitures, de 25 % ; sur l'acier, de 25 % ; sur l'aluminium, de 25 % . J'ai des droits de douane de base de 10 % pour tout le monde, pour chaque pays, et ça va changer. Et, pour que les choses soient bien claires : j'ai beaucoup de négociations sur le feu en ce moment, mais je n'y suis pas tenu. Je le fais parce que je veux voir leur réaction. Mais je suis comme quelqu'un qui a un magasin dont tout le monde veut acheter les produits. Ce magasin, il faut que je le protège. Et c'est moi qui fixe les prix. Et on va devenir très riches. On va faire beaucoup d'argent. Donc, non, je ne pense pas que ça va m'affecter. Ça vous affecte toujours un petit peu, mais non, je ne crois pas - et on ne se dit certainement pas que ça tombera en dessous d'un certain seuil -, d'ailleurs, je ne sais pas où on en est aujourd'hui. Qu'est-ce que ça dit, la Bourse ?

J.G : Je n'ai pas le nez dessus en permanence.

D.T : Quelqu'un sait ? Voyons voir. Donnez-moi juste les bonnes nouvelles - si elles sont bonnes.

Karoline Leavitt (K.L) : Ça grimpe. Tous les voyants sont au vert.

D.T : Ça monte de combien ?

K.L : Le Dow Jones a pris 419 points. Le Nasdaq monte...

D.T : C'est une période de transition. Et pas une petite. Je remets les pendules à l'heure. Je remets les compteurs à zéro. Enfin, pas à zéro. C'est entre 1850 ou plutôt 1870 et 1913 que notre pays a connu son apogée. Et tout ça grâce aux droits de douane. Et puis, un jour, un petit génie a dit : « On va taxer les gens plutôt que de taxer

les pays étrangers ».

DE LA RÉALITÉ.

A.P : Un autre axe de notre article : vous confiez être un adepte de la pensée positive. Si l'on met de côté l'élection de 2020, qu'avez-vous appris concernant votre capacité à faire advenir la réalité ou à façonner le monde qui vous entoure ? Pouvez-vous nous expliquer comment ça marche ?

D.T : Eh bien, je pense que la plupart des républicains pensent que j'ai gagné en 2020. Je ne crois pas que ce soit vraiment ce que j'ai dit. Je pense qu'ils ont des yeux et un cerveau. Ce sont des gens très intelligents, en fait.

A.P : Sans parler de l'élection, comment parvenez-vous à faire ça ? On a parfois l'impression que vous êtes capable de façonner la réalité, de faire advenir les choses rien qu'en les disant.

D.T : Eh bien, j'aimerais vous dire que c'est la réalité. Vous savez, je ne la fais pas. Mais peut-être que vous pourriez aborder un autre sujet, parce que je fais sans doute certaines choses, mais ça, je ne l'ai pas imaginé ; je pense que c'est la réalité. J'ai tout un tas de gens formidables qui adorent ce que je dis. On veut en finir avec la criminalité. On ne veut pas que les gens se fassent agresser, tuer, gifler, passer à tabac. On ne veut pas être des pigeons sur le plan commercial, ni sur les autres d'ailleurs. On veut garder une fiscalité contenue. On veut pouvoir avoir une belle vie. Et on n'avait pas une belle vie ces quatre dernières années. Les gens étaient vraiment malheureux. Ça s'est vu à l'élection. C'est difficile de remporter les sept swing states. Et je les ai gagnés haut la main. Tous les sept. Je pense simplement que je dis ce que je pense.

DES DÉMOCRATES.

D.T : Je dis aussi des choses qui relèvent du bon sens, mais ce n'est pas parce qu'elles relèvent du bon sens que je les dis. Je les dis parce

que j'y crois. Il s'avère simplement que c'est du bon sens. Quand j'entends... J'ai vu ce matin un membre du Congrès, je ne sais même pas qui c'est, faire des pieds et des mains pour que les hommes (transgenres) aient le droit de jouer dans les équipes féminines. Alors que je crois que c'est 95 % (des gens qui sont contre) - vous savez, on dit que c'est du 80-20 ; moi, je crois plutôt que c'est 95 %. Mais je ne me bats pas tellement contre ça. Je n'en parle même plus, maintenant. Je garde ce genre de sujet pour une élection, parce que je n'ai pas envie d'essayer de les en dissuader. Quand je vois cette membre du Congrès, (Jasmine) Crockett (démocrate du Texas élue à la Chambre des représentants depuis 2023), tellement pitoyable, et qu'ils disent qu'elle est le visage du parti, je me dis que, s'ils n'ont que ça à proposer, ils n'ont aucune chance. Je pense que les démocrates ont perdu confiance, littéralement. Je n'ai pas l'impression qu'ils savent ce qu'ils font. Je crois qu'ils n'ont pas de chef. Vous savez, si vous me posez la question aujourd'hui - et j'en connais un rayon sur le Parti démocrate, on est d'accord ? -, eh bien, je suis incapable de vous dire qui est leur chef. Je ne vois personne se profiler à l'horizon. D'après vous, ce serait qui ?

A.P : Oui, qui ?

D.T : Moi, je ne vois personne à l'horizon. Maintenant, il y a peut-être quelqu'un...

Michael Scherer : Quand on s'est parlé la première fois, au téléphone, vous nous avez dit que vous preniez beaucoup de plaisir (à présider le pays). C'était il y a un mois et demi. Entre-temps, est-ce qu'il y a des choses qui se sont révélées plus difficiles que prévu ?

D.T : C'est beaucoup moins dur que la dernière fois. Si vous regardez l'investissement, vous n'avez revu personne parmi les gens que j'avais la première fois - et vous ne les reverrez pas à la troisième.

M.S : Vous appellent-ils pour se plaindre de leur portefeuille, de leur patrimoine, de la Bourse qui baisse ?

D.T : Non, personne. Personne n'a appelé. La plupart des gens me disent que je fais ce qu'il faut. Ils font ce qu'il faut. Ça ne pouvait pas durer, ce qui était en train de se passer dans ce pays. On laissait les autres nous tondre la laine sur le dos. Je pense que je rends un grand service à ce pays. Ce serait plus facile pour moi de me tourner les pouces. Je pourrais avoir une présidence en pente

douce. Je ne toucherais à rien, je ne m'occuperais pas des droits de douane. Je ne trouve pas ça dur. Je ne trouve pas ça dur à vendre (les droits de douane). Tout ce qu'on a à dire, c'est : « On a perdu des milliers de milliards de \$US sur le commerce l'année dernière ». Pendant que d'autres pays ont engrangé des milliards. Vous savez, les Chinois ont fait 1.500 milliards de \$US grâce au commerce. Ils ont mis sur pied la plus grande armée que vous ayez jamais vue avec cet argent. Et, cet argent, c'est notre argent.

POUTINE ET...

J.G : Pour revenir à la Russie, vous venez d'écrire aujourd'hui sur Truth Social : « Vladimir, ARRÊTE ! »

D.T : Oui, c'est vrai.

J.G : Il ne me fait pas l'effet de quelqu'un qui va dire : « Ah, d'accord, Trump me dit d'arrêter, donc je vais arrêter ».

D.T : Vous pourriez avoir des surprises.

J.G : Si c'est le cas, je reviendrai vous dire : « Vous aviez raison, j'avais tort ». Mais je ne pense pas me tromper. Ce n'est pas le genre de personne qui va renoncer à son ambition de s'emparer de toute l'Ukraine. Ma question, c'est : si son armée progresse, s'il remporte d'autres succès militaires...

D.T : Ce qui est possible. Jeffrey Goldberg : ... en bombardant des immeubles...

D.T : Bien sûr.

J.G : Y a-t-il un cas de figure dans lequel vous interviendriez, non pas en envoyant des hommes mais en livrant plus d'armes, en apportant un soutien total à l'Ukraine, pour l'aider à conserver son intégrité territoriale ?

D.T : Il existe beaucoup de types d'armes. Ce ne sont pas forcément des vraies armes avec des munitions. Ça peut être des sanctions. Ça peut être l'arme bancaire, par exemple. Ça peut être beaucoup d'armes différentes.

J.G : Que pourrait faire Poutine qui vous amènerait à dire « Vous savez quoi ? Je suis du côté de Zelensky, maintenant » ?

D.T : Pas nécessairement du côté de Zelensky, mais du côté de l'Ukraine, oui. J'ai eu du mal avec Zelensky. Vous vous souvenez, quand il était assis très exactement dans ce fauteuil, et qu'il n'arrivait pas à comprendre...

J.G : Ça fait partie des scènes les plus étranges que j'aie vues dans le Bureau ovale.

D.T : Tout ce qu'il avait à faire, c'était de se taire, vous savez ? Il a exposé son point de vue. Mais au lieu de dire « D'accord » quand j'ai dit qu'on

allait essayer de résoudre le problème, qu'on allait essayer d'aider (l'Ukraine), il a réagi en disant : « Non, non, on a aussi besoin de sécurité ». J'ai répondu : « de sécurité ? »

J.G : N'est-il pas censé plaider la cause de son pays ?

D.T : Oui, bien sûr, mais mettons d'abord un terme à cette guerre. Ce que j'ai dit, c'est : « Je ne sais même pas si on va pouvoir y mettre fin ». Vous savez, il a parlé de sécurité après. Après. Et puis il a dit quelque chose du genre qu'ils se battaient seuls, qu'ils n'avaient reçu aucune aide. J'ai répondu : «

On vous a quand même donné 350 milliards de \$US, beaucoup plus que l'Europe d'ailleurs », ce qui est une autre chose qui me dérange. Nous verrons bien ce qui se passe dans la séquence suivante. Là, on joue nos dernières cartes. Et, encore une fois, c'est la guerre de Biden. Je ne veux pas qu'on me la mette sur le dos. C'est une guerre horrible. Qui n'aurait jamais dû avoir lieu. (Avec moi), elle n'aurait jamais eu lieu, aussi sûr que vous êtes assis dans ce fauteuil.

J.G : Cette scène avec le président Zelensky ici même, pensez-vous qu'elle ait pu faire peur à Taiwan, à la Corée du Sud ou au Japon ?

D.T : Non. Non.

J.G : Ils ne se demandent pas : « C'est comme ça qu'il traite ses alliés ? »

D.T : Écoutez. On a été traités très durement par les autres. On est allés en Corée du Sud et on s'est occupés d'eux à cause de la guerre. On s'est occupés d'eux, et d'ailleurs on n'a jamais arrêté.

D.T : Vous savez, on a 42.000 hommes en Corée du Sud.

Ça nous coûte une fortune. J'avais obtenu qu'ils paient 3 milliards de \$US, et Biden est revenu là-dessus. Je ne sais pas pourquoi. Ils sont devenus très riches. Ils ont pris le transport maritime, ils ont pris nos voitures. Vous savez, ils nous ont pris beaucoup de business, beaucoup de technologie. Il ne faut pas s'apitoyer sur ces pays. Ces pays ont fait beaucoup d'argent sur notre dos, beaucoup.

Moi, je veux protéger ce pays. Je veux m'assurer que ce soit encore un grand pays dans cent ans. C'est une époque cruciale que l'on vit. On vit aujourd'hui une époque très importante. Jeffrey.

C'est une des époques les plus importantes de l'histoire de notre pays que l'on vit, là, en ce moment.

Jeffrey Goldberg, publié le 28 avril 2025

Il se dit quelqu'un de très positif

(suite de la page 19).

gement de nature de la présidence sous votre mandat ?

D.T : Non. Écoutez, dans l'histoire, personne n'a été autant cloué au pilori que moi. Vous avez peut-être du mal à vous en rendre compte, parce que vous êtes dans le camp d'en face, mais personne n'a été plus pris pour cible que moi. J'ai mis du temps à en prendre conscience. On m'a dit, quand j'ai renvoyé (l'ancien directeur du FBI) James Comey, que c'était une énorme erreur de le limoger, que cette erreur reviendrait me hanter. Que le renvoyer, c'était comme jeter une pierre sur un nid de guêpes. (Trump reprochait à Comey sa gestion de l'enquête sur l'ingérence supposée de la Russie dans la présidentielle américaine de 2016). Le FBI était dans tous ses états. Et c'est à ce moment-là qu'on a découvert le fameux message sur la « police d'assurance ».

Vous vous en souvenez, de ce message ? « Ne vous en faites pas, il va se planter. Mais, si ce n'est pas le cas, on a une police d'assurance ». La police d'assurance, c'est ce qu'ils étaient en train de faire. (Selon des textes échangés par deux employés du FBI hostiles à Trump pendant la campagne présidentielle de 2016, l'enquête sur les liens supposés entre Trump et la Russie était considérée comme une « police d'assurance » en cas de victoire de Trump). Personne n'a jamais été cloué au pilori autant que moi. On a fait beaucoup de choses pendant le premier mandat. Vous savez, on m'a donné de très bonnes notes, en tout cas au centre et à droite. À droite, c'est certain. Mais j'ai été très bien noté. Et, vous savez, si vous regardez l'économie, quand le Covid est arrivé et que la Bourse est repartie derrière, elle était plus haute qu'avant la pandémie, ce qui relève de l'exploit, franchement. Mais, la vérité, c'est qu'on m'espionnait. On a espionné la première campagne. Et, aujourd'hui, c'est prouvé - vous savez, beaucoup de ces choses ont été prouvées, toute cette chasse aux sorcières (fomentée par le procureur Robert) Mueller. Et, la conclusion de tout ça, c'est que je n'avais aucun lien avec la Russie. Juste pour terminer : c'est un mandat qui est d'une tout autre envergure que le premier, même si j'ai accompli énormément de choses pendant le premier. Mais, la première fois, je me battais pour ma survie et pour diriger ce pays. Cette fois, je me bats pour aider mon pays



et aider le monde. Vous savez, c'est une présidence très différente.

DE LA VENGEANCE ?

J.G : Supposons, pour les besoins de cet échange, que vous ayez raison sur toutes ces choses qui vous seraient arrivées. Vous êtes de retour aux affaires. Ne vaudrait-il pas mieux consacrer votre temps à la Chine et à d'autres questions importantes plutôt qu'à des vendettas personnelles contre des gens que vous accusez de vous avoir persécuté il y a quatre ou huit ans ?

D.T : Vous avez deux catégories de gens. Ceux qui disent : « Vous venez de remporter une des plus belles élections de l'histoire de notre pays. Faites du bon boulot, honorez votre mandat et rendez sa grandeur à l'Amérique ». D'accord ? Et puis vous avez ceux qui vont vous dire : « Allez-y. Faites du bon boulot. Mais, en revanche, vous ne pouvez pas laisser ces gens-là s'en tirer comme ça ». Croyez-le ou non, mais je fais partie des premiers.

J.G : Je ne suis pas sûr de vous croire.

D.T : Si, c'est vrai. Mais beaucoup de gens du gouvernement n'en font pas partie. Ils ont le sentiment que j'ai été vraiment très maltraité. Il y a des gens dans ce gouvernement qui aiment ou qui adorent Donald Trump et le programme Maga (Make America great again, « Rendre sa grandeur à l'Amérique ») et tout ce qui va avec. Je pense que le mouvement politique le plus important de l'histoire de notre pays.

J.G : Plus important que

la fondation du Parti républicain dans les années 1850 ?

D.T : Non, non, non, mais c'est un mouvement important. Il n'y en a pas eu beaucoup, des comme ça. C'est un mouvement incroyable, et je pense qu'il y a beaucoup de gens qui me sont très fidèles. Il y a des gens qui n'aiment pas la façon dont j'ai été traité.

J.G : Ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est que vous êtes un des personnages qui ont le mieux réussi dans l'histoire - vous avez gagné la présidence à deux reprises...

D.T : Trois reprises. **J.G :** C'est la question que je voulais vous poser ! À ce stade de votre carrière, ne pensez-vous pas que vous pourriez reconnaître que vous avez perdu ? Personnellement, je ne pense pas que vous ayez gagné l'élection de 2020.

D.T : Je ne vous le demande pas.

J.G : La plupart des gens ne pensent pas que vous ayez gagné l'élection de 2020. Ce qui nous ramène à la question : faut-il se venger ou aller de l'avant ?

D.T : Écoutez, il serait facile pour moi d'esquiver et je pourrais vous laisser passer à autre chose. Mais je suis quelqu'un de foncièrement honnête. Je sais que l'élection était truquée. Biden n'a pas obtenu 80 millions de voix. Et il n'a pas fait mieux que Barack Hussein Obama sur le vote noir dans les swing states (États clés) - rien que dans les swing states, c'est intéressant. Et il y a plein d'autres choses encore. On a tellement d'informations, entre les

51 agents (des services

de renseignement qui auraient dissimulé des preuves pour protéger Joe Biden) - c'était tellement malhonnête de leur part - et l'« ordinateur infernal » (l'ordinateur portable du fils de Joe Biden, Hunter, qui contiendrait des preuves des affaires louches de la famille Biden), des tas de choses différentes. Donc, il serait plus facile de passer à un autre sujet. Mais je suis quelqu'un de foncièrement honnête, et je le crois du fond du cœur, en m'appuyant sur des faits - ce qui est plus important que mes convictions personnelles. Le pays sort de quatre années difficiles. Le pays a été très éprouvé. On a eu un président qui n'en avait clairement pas l'étoffe. Je viens de voir aujourd'hui quelques personnes très brillantes d'autres pays, j'en reçois régulièrement. Et je pense qu'une des choses dont je suis peut-être le plus fier, ce sont les relations internationales.

Jeffrey Goldberg : Je ne suis pas sûr que les Canadiens seraient d'accord.

D.T : Parlons-en, des Canadiens. Voilà le problème que j'ai avec le Canada : on les subventionne à hauteur de 200 milliards de \$US par an. Or on n'a pas besoin de leur essence ; on n'a pas besoin de leur pétrole ; on n'a pas besoin de leur bois. On n'a pas besoin de leur énergie, quelle qu'elle soit. En fait, on n'a besoin de rien de ce qu'ils ont. Ce que je dis, c'est qu'ils feraient un très bon 51^e État. Il y a d'autres pays que j'aime beaucoup. J'aime beaucoup le Canada.

J'y ai de très bons amis. Vous savez, 95 % de leurs échanges commerciaux se font avec nous. N'oubliez pas que, s'ils deviennent un État américain, ils n'auront plus de droits de douane. Ils auront moins de taxes. Ils seront protégés militairement.

J.G : Vous voulez sérieusement que le Canada devienne un État américain ?

D.T : Je pense que ce serait une très bonne chose.

J.G : Un gigantesque État... démocrate, donc.

D.T : C'est ce que beaucoup de gens disent, mais, même si c'est le cas, ça me va.

A.P : La Trump Organization vend des casquettes « Trump 2028 ». Avez-vous sollicité des avis juridiques sur la possibilité de vous présenter une troisième fois ?

D.T : Non. **A.P :** Je reviens à vous et à ce mandat. Vous avez fait voler en éclats tellement de règles, des règles de la démocratie...

D.T : Ce serait une vraie transgression, pas vrai ?

J.G : Ce serait la plus fracassante de toutes.

D.T : Eh bien, peut-être que j'essaie simplement de secouer le cocotier... Les gens n'arrêtent pas de me crier, où que j'aille, « 2028 ! » Ils sont contents. Les gens sont ravis de cette présidence. J'ai eu de très bons sondages, à part ceux de Fox News. Fox ne me donne pas de bons sondages en général, mais là, même chez eux, j'ai de bons sondages. Fox est une honte à bien des égards à ce sujet. Mais, vous savez, j'ai écrit quelque chose aujourd'hui, j'ai dit : « Rupert Murdoch me dit depuis des années qu'il va se débarrasser de ses sondages », mais il ne l'a jamais fait - ils ne m'ont jamais traité décemment, les gens de Fox. Mais j'ai de très bons sondages, même chez eux.

A.P : « Trump 2028 », ça ne fait pas partie des verrous que vous voulez faire sauter ?

D.T : Eh bien, je vous dirai simplement ceci. Je n'ai pas vraiment envie de parler de ça mais, non, ce n'est pas quelque chose que j'envisage. Et je pense que ce serait d'ailleurs très difficile. Mais c'est ce qu'on me supplie de faire : « Non, non, il faut vous présenter ».

À PROPOS DU RESPECT DES PROCÉDURES LÉGALES

M.S : Vous avez évoqué la possibilité de transférer les criminels américains dans des prisons situées à l'étranger. Vous avez reproché aux tribunaux d'avoir exigé l'application des procédures légales concernant l'expulsion des immigrants sans papiers ici, aux États-Unis. Y a-t-il dans votre esprit des lignes rouges infranchissables ?

D.T : Oui. **M.S :** Les citoyens américains ont-ils des raisons de craindre que votre gouvernement ne respecte pas leurs droits à une procédure régulière ? Dans la Déclaration d'indépendance, on peut lire que nous ne voulons pas être soumis à une juridiction étrangère.

D.T : Vous pouvez ouvrir ça ? Ouvrez-moi ça (il demande à Karoline Leavitt, l'attachée de presse de la Maison-Blanche, de tirer les rideaux bleus qui masquent un exemplaire de la Déclaration d'indépendance, installé dans le bureau de fraîche date).

D.T : Comment vous trouvez Karoline ? Comment elle s'en sort ? Bien ? Elle fait du bon boulot ? **M.S :** Donc, ma question était : où sont les limites ? Les citoyens américains ont-ils à craindre d'être envoyés dans des prisons étrangères ?

D.T : J'ai effectivement

dit ça.

M.S : Oui, et le problème que les tribunaux ont pointé du doigt est que les personnes accusées d'être ici en situation irrégulière seront expulsées hors de toute procédure légale. Ce qui pose la question suivante : en l'absence de procédure régulière, même une personne arrêtée à tort risquerait de se faire expulser...

D.T : Eh bien, ces gens sont en situation irrégulière, pour commencer... Michael Scherer : Oui, mais s'il y a une erreur ? Il peut arriver qu'on arrête la mauvaise personne, non ?

D.T : Laissez-moi vous dire ceci : rien ne sera jamais parfait en ce bas monde. Mais, si vous regardez bien : Clinton, Bush et tous les présidents avant moi - aucun n'a jamais été montré du doigt quand ils avaient des clandestins dans le pays ; ils les ont expulsés sans aucun mal et très efficacement. Nous, on nous est tombé dessus au sujet de ce membre du gang MS-13 qui vient - d'où il vient, déjà ?

Steven Cheung (directeur de la communication de la Maison-Blanche) : Du Salvador.

D.T : Bien, il venait donc du Salvador au départ. Je sais qu'il n'était pas de ce pays, il venait de loin, et il apparaît qu'il avait un casier. On en a fait le plus chic type du monde, un merveilleux père de famille. Puis ils sont tombés sur (un tatouage) MS-13 sur ses articulations (de la main), et ils ont vu des tas d'autres choses encore.

A.P : Mais qu'en est-il des Américains qui ne sont pas en situation irrégulière et qui ont commis un crime ? Leurs droits à une procédure régulière seront-ils garantis ?

D.T : Si une personne est en situation régulière dans le pays ? Il y a une grande différence entre être en situation régulière et irrégulière. Ces gens-là sont en situation irrégulière, tous autant qu'ils sont. Ce sont donc 250.000 personnes qu'on aimerait expulser.

Ce sont des brutes, des sauvages. Beaucoup ont été arrêtés, certains pour avoir frappé par surprise des femmes à la tête avec des battes de base ball ; certains pour avoir traîné une femme à moto et l'avoir envoyée contre un lampadaire, la laissant grièvement blessée. Si vous lisez les procès-verbaux, certains ont poussé des gens dans le métro juste avant que la rame n'arrive, ils se sont fait pousser devant la rame et ont été très gravement blessés ou sont morts, la plupart sont morts d'ail-

(suite en page 17).

Un autre Donald Trump apparaît

(suite de la page 20).

rembobine jusqu'aux mois de janvier et février 2021, personne n'aurait misé sur votre retour (à la Maison-Blanche). Et puis, je voulais vous demander aussi ce que, d'après vous, je ne comprenais pas à votre présidence.

D.T : Je pense vraiment que ce que je fais est bon pour le pays, pour les gens, pour l'humanité. Comme je viens de vous le dire, je me suis entretenu avec le Premier ministre norvégien et, séparément, avec le patron de l'Otan. On a également reçu l'ancien chef de l'Otan il y a quelques minutes, Stoltenberg. Un type formidable ; tous les deux sont des types formidables. Et ils avaient une chose à me dire. Ils m'ont dit : « Si vous ne mettez pas un terme à cette guerre, elle ne se terminera jamais ; elle va s'éterniser, et il y aura des morts pendant encore des années ». Et, comme vous le savez, il y a - je disais 2.500 morts par semaine, mais on serait plus près des 5.000 morts par semaine, pour la plupart des soldats russes et ukrainiens. Et si on pouvait arrêter ça, ce serait formidable.

J.G : Mais, permettez-moi de vous poser la question, puisque je vois le portrait de Ronald Reagan accroché juste au-dessus de votre épaule. Depuis cent ans, les présidents américains semblent éprouver une compassion naturelle pour les petits pays persécutés ou opprimés par la Russie. Or vous ne donnez pas l'impression d'éprouver cette même compassion innée. Il n'y a pas eu que Reagan, d'ailleurs. Il y a eu aussi Jimmy Carter, Kennedy, etc. Pourquoi ne semblez-vous pas éprouver le même sentiment que tous les autres présidents américains à l'égard de ces pays persécutés et opprimés ?

D.T : Je pense que je l'ai cette compassion. Je pense que je suis en train de sauver ce pays (l'Ukraine). Je pense que ce pays va se faire écraser très bientôt. C'est une énorme machine de guerre. Regardons les choses en face. Sans moi... c'est moi qui leur ai donné les (lance-missiles antichars) Javelin, qui leur ont permis de détruire les chars. Vous savez, ça a été un moment charnière, quand les chars se sont embourbés. Je leur en ai donné vraiment beaucoup, des Javelin. C'est ce qui leur a permis de détruire tous ces chars qui s'étaient enlisés. C'était un moment important parce que si tous ces chars étaient passés, ils n'étaient qu'à



114 kilomètres de Kiev et ils allaient prendre la ville. C'était la fin de la guerre ; en vingt-quatre heures, c'était plié. Et c'est une des raisons pour lesquelles ils ont pu continuer (de se battre). En même temps, je pourrais aussi regretter qu'ils aient continué, vu que beaucoup de gens sont morts. Il y a eu beaucoup plus de morts dans cette guerre que ce qu'on dit. Et pas juste des militaires. Beaucoup de civils, aussi. Et, vous savez, il y a des tas de choses qui prouvent que j'ai été très bon, parce que je suis en train de sauver ce pays. Le Premier ministre norvégien - un type très respecté - a dit que si le président Trump ne s'impliquait pas, cette guerre ne finirait jamais. Je pense que je rends un très grand service à l'Ukraine. Je le pense vraiment.

J.G : Les Ukrainiens ne sont pas de cet avis.

D.T : C'est surtout qu'on parle beaucoup de ceux qui ne sont pas de cet avis. C'est bien simple, la guerre en Ukraine n'aurait jamais eu lieu si j'avais été président. Elle n'aurait jamais eu lieu, et elle n'a pas eu lieu pendant les quatre ans (où j'étais président).

SIGNALGATE.

J.G : Je voudrais vous poser une question sur ce que vous venez d'écrire dans un post sur Truth Social. Soit dit en passant, j'aime beaucoup le passage: « Croyez-le ou non, mais je m'appête à recevoir Jeffrey Goldberg ».

D.T : Oh, ça vous a plu ? Il fallait que je le fasse. Jeffrey Goldberg : C'est bien vu.

D.T : Il fallait que je

m'explique. C'était ma manière de dire aux gens que j'ai de l'estime pour vous. Si j'ai fait ça, c'est parce que j'ai un certain respect [pour vous].

J.G : Vous avez écrit, après avoir parlé de «toutes (mes)] fictions», que j'avais eu «plutôt plus de «succès »» dans l'affaire du Signalgate. Je n'ai pas bien saisi ce que vous vouliez dire...

D.T : Je voulais simplement dire que ça a...

J.G : Êtes-vous en train de me dire qu'il y a vraiment eu un Signalgate ?

D.T : Oui, il y en a eu un. Et j'allais dire autre chose, mais je n'ai pas eu le temps...

J.G : Combien de temps vous faut-il pour écrire ces messages ?

D.T : Pas longtemps. **J.G :** J'aurais pensé le contraire.

D.T : Je vais très, très vite. Vous seriez surpris. Vous seriez impressionné. Et j'aime les écrire moi-même. Il m'arrive de les dicter, mais j'aime bien les écrire moi-même. Ce que je veux dire, c'est que ça a eu beaucoup d'écho. Vous avez été efficace, et ça a fait beaucoup de bruit.

J.G : Mais vous n'êtes pas en train de dire que ça a été efficace dans le sens où ça mettait le doigt sur un problème touchant à la sécurité nationale au sujet duquel il fallait faire quelque chose.

D.T : Non, ce que je veux dire, c'est que ça a marché dans le sens où le grand public en a été informé.

J.G : Oh.

D.T : Vous avez réussi à le faire savoir. Ça a fait beaucoup de bruit.

Jeffrey Goldberg : Mais en avez-vous tiré des enseignements politiques

et en avez-vous parlé (au ministre de la Défense) Pete Hegseth et (au conseiller à la sécurité nationale) Mike Waltz ?

D.T : Je crois qu'on a compris que ce n'était peut-être pas une très bonne idée d'utiliser Signal. Si vous voulez tout savoir, je vais dire clairement à ces gens de ne pas se servir de Signal, même si beaucoup l'utilisent. Personnellement, quelle que soit cette application, quel que soit son propriétaire, je ne veux pas l'utiliser.

A.P : Vous n'utilisez donc pas Signal vous-même ?

D.T : Je ne m'en sers pas, non.

A.P : Vous avez dit beaucoup de bien de Pete Hegseth, qui a limogé trois de ses principaux conseillers ces dernières semaines, qui a remercié son chef de cabinet, qui a fait installer un studio de maquillage au Pentagone, qui a dévoilé deux plans d'attaque dans deux conversations sur Signal, dont une avec sa femme et son avocat personnel. Vous êtes-vous entretenu avec lui pour rectifier certaines choses ?

D.T : Oui, je l'ai fait. Pete a traversé des moments difficiles. Je pense qu'il va se reprendre. Je crois que c'est quelqu'un d'intelligent. De talentueux. Il a beaucoup d'énergie. Il a beaucoup souffert de toute cette affaire. Mais j'ai eu une discussion avec lui, constructive, il fallait qu'on ait cette discussion.

A.P : Comment explique-t-il ce qui s'est passé ?

D.T : Écoutez, on a un ministre de la Défense (Lloyd Austin, en poste sous Joe Biden de 2021 à 2025) qui a été porté disparu pendant une semaine (pour raisons de santé), sans que personne n'ait la moindre idée de l'endroit où il se trouvait. Vous vous rendez compte ? Et puis, que ça nous plaise ou non, l'Afghanistan a peut-être été le chapitre le plus embarrassant de l'histoire de notre pays. Je pense que c'était une énorme erreur. Je voulais quand même garder la base aérienne de Bagram. J'aurais gardé Bagram parce que c'est juste à côté de l'endroit où la Chine fabrique ses armes nucléaires. Mais voilà, on a eu un ministre de la Défense qui a fait ça (ordonner l'évacuation de la base et sa cession à l'armée afghane en 2021), ça a tourné au fiasco (les talibans ont finalement repris la base) et, vous savez, je pense qu'il a fait encore bien pire que ça.

A.P : Mais, pour l'instant, vous pensez maintenir Hegseth à son poste ?

D.T : Oui, c'est quelqu'un de fiable.

A.P : Va-t-il rester plus longtemps que Mike Waltz ?

D.T : Waltz fait du bon boulot. Il est ici. Il vient de quitter ce bureau. Il se débrouille bien. Il est passé par des moments difficiles, lui aussi. (Il a finalement été limogé le 1er mai).

M.S : Voilà quelques semaines de ça, plusieurs membres du Conseil de sécurité nationale ont été démis de leurs fonctions. Des gens comme (la militante républicaine proche de Trump) Laura Loomer et d'autres vous ont fait part de leurs inquiétudes au sujet de certains membres du gouvernement. Les Américains doivent-ils s'attendre à d'autres changements dans la composition du gouvernement ?

D.T : J'espère que non mais, vous savez, ça prend parfois un peu de temps d'apprendre à connaître les gens. On vous recommande des personnes. On va vous conseiller quelqu'un pour écrire (vos discours) et vous allez découvrir six mois plus tard qu'il a fait des choses qui ne vous vont pas, donc vous le laissez partir ou vous mettez les points sur les i. Et j'embauche, directement ou indirectement, 10.000 personnes. C'est beaucoup. Vous savez, c'est dans ce bureau que tout commence. C'est un endroit assez incroyable. C'est amusant, j'ai les gens les plus importants du monde qui viennent me voir dans ce bureau.

Ils ont eux-mêmes des bureaux magnifiques, ils ont beaucoup de pouvoir, de grandes entreprises ou de grands pays, et ils veulent tous voir à quoi ça ressemble, le Bureau ovale. C'est un lieu hors norme. Et j'embauche dans les 10.000 personnes dans ce bureau. Directement ou indirectement, le secrétaire d'État et d'autres, des juges de la Cour suprême - trois -, jusqu'à des gens beaucoup plus bas dans la hiérarchie. Et, sur toutes ces embauches, vous allez vous rendre compte que vous avez commis une erreur.

SUR SON RETOUR.

A.P : Notre article revient sur un come-back impressionnant, mais il y a autre chose. On a l'impression que vous exercez le pouvoir différemment aujourd'hui. Mais ma question porte sur le mois de janvier 2021 : vous êtes en exil et vous luttez pour votre survie politique.

D.T : Je ne vois pas les choses comme ça, mais je suppose que vous avez raison. Il pourrait y avoir du vrai là-dedans.

A.P : Quand est-ce que vous avez pris conscience que vous pouviez revenir,

que vous pourriez redevenir président ?

D.T : Je suis quelqu'un de très positif. Je me demandais si je voulais revenir ou non, mais je ne me suis jamais dit que je n'en étais pas capable. On avait Ron DeSantis, qui était un candidat très prometteur. Les gens disaient : « Oh, il sera très bien ». Et, dans le camp démocrate, je suppose que certains étaient très prometteurs aussi. Enfin, peut-être. Personnellement, ce n'est pas ce que je pensais. Biden, à mon avis, a été un mauvais président. Il a laissé entrer dans le pays des millions et des millions de gens qui n'avaient rien à faire là. C'est un problème colossal. Je me suis demandé si j'avais envie d'y aller, mais je savais que, si j'y allais, je gagnerais. Mais je n'ai jamais vu ça comme un retour. Beaucoup de gens parlent de retour. J'imagine que la plupart des gens y voient le plus grand come-back politique de l'histoire. Je pense d'ailleurs que c'est un honneur, mais, personnellement, je n'y vois pas un come-back. Je continue simplement à tracer mon sillon.

M.S : Quand j'ai été reçu dans le Bureau ovale (fin avril) avec le press pool (groupe restreint de journalistes qui couvrent l'actualité présidentielle), je vous ai posé une question sur l'intervention de l'IRS à Harvard (l'IRS, le fisc américain, prévoit d'annuler le statut d'exonération fiscale de cette université d'élite du Massachusetts) et vous avez parlé, avec une certaine fougue, des conservateurs qui étaient pris pour cible par l'IRS. Vous avez également pris un décret présidentiel à l'encontre (du patron de l'Agence de cybersécurité américaine) Chris Krebs, que vous accusez d'avoir enfreint le premier amendement, mais que vous punissez en fait pour sa position lors de l'élection de 2020 (Chris Krebs a refusé de reconnaître l'existence de fraudes massives en faveur de Joe Biden, une allégation de Donald Trump).

D.T : Bien.

M.S : Dans le pays, beaucoup redoutent une dérive autoritaire en vous voyant utiliser votre pouvoir exécutif pour vous en prendre à des personnes avec lesquelles vous n'êtes pas d'accord. Vous avez posté sur Truth Social, mais c'était peut-être une plaisanterie : « Celui qui sauve son pays n'enfreint aucune loi ». (Une citation de Napoléon Bonaparte). Les Américains doivent-ils s'inquiéter d'un chan-

(suite en page 18).

L'interview fleuve de Trump

Certes, il s'est envolé lundi 12 mai pour les monarchies du Golfe pour un voyage

de trois jours : Arabie saoudite, Qatar, Émirats Arabes Unis. Au cœur du déplacement : stabilité régionale, guerre à Gaza, investissements. Le Président américain qui retourne jeudi 15 mai à Washington va-t-il ramener avec lui le Boeing 747-8, un vrai «palace volant» d'une valeur de 400 millions de \$US que promet de lui offrir le Qatar en remplacement des deux Air Force One devenus obsolètes ? L'annonce de ce cadeau a suscité à Washington la colère des démocrates qui reprochent à Donald Trump de vouloir s'enrichir personnellement. Quand son mandat terminé, la propriété de l'appareil serait transférée de l'Armée de l'air américaine à la fondation Donald Trump. «Le fait que le département de la Défense reçoive en cadeau un avion 747 pour remplacer temporairement Air Force One (...) dérange tellement les démocrates véreux qu'ils insistent pour que nous payions l'avion au prix fort», a contre-attaqué Trump sur son réseau social Truth. Une nouvelle polémique ? Il existe pourtant un autre Donald Trump. Le jeudi 24 avril 2022, le président a invité à la Maison blanche, dans le Bureau Ovale, trois journalistes du journal The Atlantic parmi les plus hostiles à sa politique. Peu avant leur arrivée, il a fait une annonce sur son réseau Truth Social. Une rencontre «à la fois fascinante et éclairante», ont écrit les trois journalistes dans cette interview fleuve. Trump se présente ici comme l'un des hommes les plus humains, qui éprouve de la compassion pour «les petits pays persécutés», assure avoir gagné trois présidentielles, croit que ce serait bon d'annexer le Canada, se dit «quelqu'un de très positif», dit s'être interrogé s'il fallait qu'il revienne à la Maison blanche, estime que «personne n'a été autant cloué au pilori» que lui. Il dit savoir pardonner. Dans Le Soft International en inté-



INTERVIEW

“Ce que je fais est bon pour l'humanité”

DONALD TRUMP

L'entretien sans filtre du président américain avec les journalistes du magazine The Atlantic, sa bête noire, traduit en exclusivité par *Courrier International*.

Donald Trump est lui-même mais perçu de différentes manières ? DR.

gralité du *Courrier International*.

Jeudi 24 avril, j'ai rejoint à la Maison-Blanche deux de mes collègues, Ashley Parker et Michael Scherer, pour interviewer le président Donald Trump. L'invitation de la Maison-Blanche avait été suivie d'un post du président sur Truth Social (le réseau social créé par Trump) dans lequel on lisait notamment: «Croyez-le ou non, mais je vais rencontrer aujourd'hui Jeffrey Goldberg, le rédacteur en chef de The Atlantic, celui qui a écrit tant de fictions sur moi ». Apparemment, ce qui n'était pas totalement fictif aux yeux du président, c'était le scandale du Signalgate, avec lequel il disait avoir eu «plutôt plus de «succès»». (Le jour dit), c'est un président amical et de belle humeur que nous trouvons dans un Bureau ovale redécoré dans un style que je qualifierais de «casino kitsch façon Louis XIV ». Si elles n'étaient pas pardonnées, nos innombrables transgressions étaient en tout cas mises sous le tapis. Vous allez trouver ici de larges extraits de notre conversation, condensés et remaniés pour plus de clarté. Notre principal objectif était d'amener le président à analyser son come-back politique historique et à s'expliquer sur sa nouvelle manière d'exercer le pouvoir - notamment pour savoir s'il voit des limites à

ce qu'un président peut faire. Quant à Trump, son objectif premier était semble-t-il de nous convaincre qu'il avait mis sa présidence au service de la nation et de l'humanité tout entière (son second objectif était de nous demander si nous pensions qu'il devait faire poser un lustre dans le Bureau ovale - un sujet sur lequel The Atlantic se garde bien de prendre position). Il a dit des choses fort intéressantes sur l'Ukraine, les droits de douane et la place de la vendetta dans ce second mandat. J'ai trouvé notre rencontre à la fois fascinante et éclairante.

AU BUREAU OVALE. Donald Trump (D.T) : Ça promet d'être très, très intéressant. Vous pensez que Biden l'aurait fait ? Moi, je ne crois pas. Comment allez-vous, tous ?

Ashley Parker (A.P) : Bien, et vous-même ? Merci de nous recevoir.

D.T : Je vais bien. Merci beaucoup.

Jeffrey Goldberg (J.G) : Nous sommes ravis d'être là. Et merci d'avoir annoncé l'interview sur Truth Social...

A.P : Merci pour votre discrétion !

D.T : J'ai voulu vous mettre un petit coup de pression. Mais bon, en même temps, vous allez quintupler les ventes.

J.G : Croyez-moi, je comprends l'astuce marketing.

D.T : C'est pour vous que je l'ai fait. Vous vous souvenez

comment c'était ici, Jeffrey ? Voilà notre nouveau Bureau ovale - les gens l'adorent. Toutes ces peintures étaient dans les chambres fortes. On a des chambres fortes, en bas. Il y a quelque chose comme 4 000 tableaux, et j'en ai choisi quelques-uns de nos plus grands présidents.

J.G : Ça change vraiment beaucoup.

D.T : Maintenant, le bureau ressemble à ce à quoi il est censé ressembler. Avant, ils ne s'en occupaient pas. Ils n'y mettaient pas de soin particulier.

A.P : Vous servez-vous de vos deniers personnels pour décorer le Bureau ovale ?

D.T : Oui, c'est de ma poche. Vous voyez là-haut ? Tout ça, ça vient de Mar-a-Lago. Ashley Parker : C'est vrai ?

D.T : Oui.

J.G : Attendez, les dorures... ?

D.T : Oui, les dorures. Tout ça, c'est de l'or 24 carats, parce qu'ils n'ont jamais inventé de peinture qui ait le même rendu que l'or. Ils n'ont jamais trouvé.

Michael Scherer (M.S) : La rumeur selon laquelle vous allez refaire le plafond est-elle fondée ?

D.T : Oui, je vais le faire refaire. Toute la question, c'est de savoir si je dois mettre un lustre. Un beau lustre en cristal, quelque chose de très cossu. Ça ferait bien, ici. Ça manque presque, mais bon, je ne suis pas sûr... On est surtout sur la Chine et la Russie. Mais,

vous savez, tout ça, c'est nouveau. Le George Washington était au sous-sol. La plupart de ces tableaux étaient dans les chambres fortes. Et c'est merveilleux. On vient de recevoir le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte. Et, juste avant vous, on était avec le Premier ministre norvégien. On a d'excellents rapports. Les gens n'en parlent pas tellement, mais ils veulent tous nous rencontrer. On essaie de mettre fin à l'hécatombe, vous savez, en Russie...

J.G : Oui, on aimerait justement aborder le sujet. Mais je voudrais d'abord vous remercier de nous recevoir. Je crois que le dialogue est toujours préférable au silence. On essaie de faire un article pour la une qui soit à la fois juste et équilibré.

D.T : Je ne demande pas mieux. Juste et équilibré.

J.G : La question centrale de notre article est de savoir comment vous avez fait. Si on

(suite en page 19).

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux. Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2025 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

I C P
InterCongoPrinters